



MINISTÈRE
DE L'AGRICULTURE
ET SECURITE ALIMENTAIRE



FEUILLE DE ROUTE DES SYSTÈMES ALIMENTAIRES EN RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

Quelles sont les priorités ?



Juillet 2025



REMERCIEMENTS



Ce rapport est le fruit d'un travail collectif, nourri par l'engagement de nombreuses personnes et institutions en République Démocratique du Congo.

Les auteurs, Francine Picard, Mali Eber-Rose, Rodrigue Castro Gbedomon, Ben-Vital Kpanou, Lié Maminia, Carin Smaller (all from the Shamba Centre for Food & Climate), Madeleine Lukanda Lukusa (Université de Kinshasa), Abdullah Mamun (IFPRI), et Elsa Olivetti (FAO), tiennent à remercier chaleureusement toutes celles et ceux qui ont contribué, à différents niveaux, à la réalisation de cette étude.

Une reconnaissance particulière est adressée à feu José Ilunga Lofonga (Ministère de l'Agriculture et de la Sécurité Alimentaire), dont l'initiative a permis d'engager ce travail. Nous saluons également la contribution de Julie Tshilombo Kasa Kanga (Présidence de la République) pour son implication tout au long du processus.

Nous remercions vivement Alain Boyoa, Coordonnateur National du Progarnan de Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle et Point Focal systèmes alimentaires, pour son appui constant, sa disponibilité et son rôle essentiel dans l'animation des échanges entre les parties prenantes.

Cette étude a bénéficié de l'expertise et de l'engagement des membres de la Task Force nationale. Nous exprimons notre gratitude à King Kingonzi, Paul Mfinda Nsitu-Baseya, Patrick Ngimbi Ngoma, Richard Beya (Ministère de l'Agriculture et de la Sécurité Alimentaire), Pascal Watanga (Ministère de la Pêche et de l'Elevage), Rosalie Bioma (Confédération Nationale des Producteurs Agricoles), Rick Puati Ndungi (secteur privé), Apollinaire Biloso Moyene (Université de Kinshasa), ainsi qu'à Claude Mihigo et Mike Limbuko (FAO RDC) pour leurs contributions tout au long des travaux.

Nous saluons également le soutien des partenaires techniques et financiers réunis au sein du Groupe Inter-Bailleurs pour l'Agriculture et le Développement Rural. Nos remerciements vont notamment à Serge Sabi Oleko (FAO RDC), Damien Hauswirth (ENABEL RDC), Patience Mpanzu (Banque Mondiale RDC), Pembe Lero, Lawan Tahirou et Cynthia Jones (PAM RDC), ainsi qu'à Jean-Pierre Busogoro (Union européenne RDC), pour leur collaboration constructive.

Nous remercions les équipes de Shamba Centre pour leur expertise et soutien: Kabwe Chikolwa, Kamal El Harty, Lysiane Lefebvre, Natalie Mouyal, Felix Pensulo Phiri, Debora Pereira dos Anjos Sousa, et Frejus Thoto.

À toutes celles et ceux qui ont apporté leur

temps, leur savoir et leur confiance, de manière formelle ou informelle, nous adressons nos remerciements les plus sincères. Leur implication a été essentielle à la réalisation de ce rapport.

Cette étude s'inscrit dans le cadre de l'initiative **Hesat2030** – En finir avec la faim de manière durable, nutritive et équitable, conduite sous la coordination de la **Coalition Faim Zéro**, avec le soutien de partenaires nationaux et internationaux mobilisés pour accompagner la transformation des systèmes alimentaires en RDC.

Il est financé par le Ministère fédéral allemand de la Coopération économique et du Développement (BMZ), par le biais du projet Knowledge for Nutrition (K4N) mis en œuvre par la GIZ.



Feuille de Route des Systèmes Alimentaires en République Démocratique du Congo: Quelles sont les priorités ?

Juillet 2025

© 2025 Shamba Centre for Food & Climate

Citation recommandée

Picard, F., Eber Rose, M., Gbedomon, R.C., Kpanou, B.V., Lukanda Lukusa, M., Maminiaina, L., Mamun, A., Olivetti, E., & Smaller, C. (2025). Feuille de Route des Systèmes Alimentaires en République Démocratique du Congo: Quelles sont les priorités ? Shamba Centre for Food & Climate. Genève, Suisse.

LISTE DES SIGLES ET ABRÉVIATIONS

APD	Aide publique au développement
AFD.....	Agence française de développement
BAD	Banque africaine de développement
EFSA.....	European Food Safety Authority
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FIDA.....	Fonds international de développement agricole
GES.....	Gaz à effet de serre
IDA.....	Association internationale de développement
INS	Institut national de la statistique
MAEP.....	Ministère de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche
MICS.....	Enquête par Grappes à Indicateurs Multiples
MPSMRM	Ministère du plan et suivi de la mise en œuvre de la révolution de la modernité
MSP	Ministère de la santé publique
NFMS	Systèmes nationaux de surveillance des forêts
RDC	République démocratique du Congo
ODD	Objectifs de développement durable
OMS	Organisation mondiale de la Santé
PAM	Programme Alimentaire Mondial
PDDAA.....	Programme détaillé pour le développement de l'agriculture africaine
PEMU.....	Projet d'alimentation en eau potable en milieu urbain
PNIASAN	Programme national d'investissement agricole, de sécurité alimentaire et nutritionnelle
PNIA.....	Plan national d'investissement agricole
PNDS.....	Plan national de développement sanitaire
PNSAN	Politique nationale de sécurité alimentaire et nutritionnelle
PNSMN	Plan national stratégique multisectoriel de nutrition de la RDC
PROSANA.....	Programme de sécurité alimentaire et nutritionnelle en agriculture
RAP	Regional Agricultural Policy
REDD+	Réduction des émissions issues de la déforestation et de la dégradation forestière
SAN	Sécurité alimentaire et nutritionnelle
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance



TABLE DES MATIÈRES

Remerciements	2
Liste des sigles et abréviations.....	4
Résumé	7
Introduction.....	11
Chapitre 1 : État des lieux des systèmes alimentaires en République Démocratique du Congo	14
1.1 Pauvreté persistante, insécurité alimentaire et malnutrition chronique : une interaction systémique	14
1.2 Faible productivité agricole : un verrou à la transformation des systèmes alimentaires	19
1.3 Pression démographique, jeunesse rurale et sous-emploi	24
1.4 Changement climatique et biodiversité des risques systémiques croissants	25
1.5 Structure de la consommation alimentaire: diversité apparente, déséquilibres profonds	29
Chapitre 2 : Alignement de la Feuille de route nationale sur la transformation des systèmes alimentaires aux politiques nationales	33
2.1 Une Feuille de route nationale pour des systèmes alimentaires durables, inclusifs et résilients.....	33
2.2 Un portefeuille d'interventions efficaces alignées sur les cinq domaines d'action	34

Chapitre 3 : Projets et financements au service de la transformation des systèmes alimentaires en RDC : entre réponse d'urgence et transition systémique	44
3.1 Pertinence systémique des projets financés : une dynamique inégale d'intégration du nexus.....	46
3.2 Dynamiques de l'aide publique au développement (APD) : entre urgence et transformation systémique	47
3.3 Une mobilisation encore timide des ressources publiques nationales.....	52
Conclusion.....	56
Références.....	58

LISTE DES FIGURES, ENCADRÉS ET TABLEAUX

Figure 1: Pauvreté et sous-alimentation en RDC (2010-2024).....	15
Figure 2: Taux de pauvreté par province	16
Figure 3: Cartographie des taux de malnutrition chronique chez les enfants en RDC.....	18
Figure 4: Déclin relatif de l'agriculture en RDC : Emploi, valeur ajoutée et croissance du PIB par habitant (2008-2023).....	20
Figure 5: Principaux produits alimentaires importés par la RDC	21
Figure 6: Évolution de la disponibilité alimentaire en RDC	30
Figure 7: Commerce des produits agricoles et connexes de la RDC (2020-2024).....	36
Figure 8: Financement historique de l'aide alimentaire d'urgence et investissement à long terme dans la sécurité alimentaire et la nutrition en RDC.....	48
Figure 9: Répartition sectorielle de l'aide publique au développement reçue par la RDC pour la sécurité alimentaire et la nutrition	49
Figure 10: Les 10 principaux donateurs d'aide publique au développement pour la sécurité alimentaire et la nutrition en RDC (2020-2022)	51
Encadré 1 : Le projet PARRSA dans la province de l'Équateur, RDC.....	23
Encadré 2 : La cuisson propre : une convergence entre climat, santé et systèmes alimentaires.....	28
Tableau 1 : Panorama des interventions des partenaires techniques et financiers en appui à l'agriculture, la nutrition et la résilience en RDC.....	45



RÉSUMÉ

La République Démocratique du Congo (RDC) est loin d'être sur la trajectoire nécessaire pour atteindre l'Objectif de Développement Durable numéro 2 (Faim Zéro) d'ici 2030. Près de 40 % de la population souffre de la faim et plus de 90 % n'ont pas les moyens de s'offrir une alimentation saine (FAO et al., 2024). L'un des principaux facteurs est la persistance des conflits armés et des crises humanitaires en RDC depuis près de trente ans, faisant de cette situation l'une des crises sécuritaires les plus longues et les plus meurtrières au monde, ayant coûté la vie à plus de six millions de personnes depuis 1996 (CPA, 2025). De plus, le pays est confronté à l'une des crises alimentaires prolongées les plus graves au monde, figurant parmi ceux ayant compté entre 2016 et 2023, le plus grand nombre de personnes au monde en situation d'insécurité alimentaire aiguë (FSIN & GNAFC, 2024).

Malgré un potentiel agricole important et une volonté politique affirmée, portée par la vision présidentielle de souveraineté alimentaire, cette situation de crise alimentaire reste critique et persistante. La productivité agricole, tant végétale qu'animale, reste faible et tend même à reculer dans plusieurs provinces, du fait d'un accès limité aux intrants, aux services de vulgarisation, à l'eau, et aux machines et équipements. Par ailleurs, le manque d'infrastructures rurales, le faible niveau d'investissement dans les systèmes alimentaires, ainsi que la vulnérabilité face aux changements climatiques, alimentent un cercle vicieux de pauvreté et de malnutrition.

En même temps, d'un point de vue écologique, la RDC abrite certains des biens publics mondiaux les plus importants pour la lutte contre le changement climatique. Les forêts congolaises représentent 8% du stock mondial de carbone forestier (CAFI, 2023). La RDC est également reconnue comme un pays-clé dans la régulation climatique mondiale, grâce à son potentiel de séquestration carbone, ses ressources hydroélectriques et ses gisements de minerais stratégiques pour la transition énergétique (CAFI, 2023).

Transformer les systèmes alimentaires afin de répondre aux enjeux de la faim, de la pauvreté, des régimes alimentaires sains et du changement climatique, tout en préservant ces biens publics mondiaux, nécessitera des efforts et des ressources considérables, et donc une solidarité internationale renforcée. Or, cette solidarité est aujourd'hui mise à l'épreuve dans un contexte mondial marqué par un recentrage croissant des politiques sur les priorités nationales, accompagné d'une réduction progressive des budgets alloués à la coopération et à l'aide publique au développement.

La situation est critique mais n'est pas irréversible ni sans espoir. Un ensemble d'interventions articulées autour du nexus humanitaire-développement-paix, tout en investissant durablement dans l'agriculture et les systèmes alimentaires en tant que l'un des piliers de l'économie, pourraient contribuer à inverser la tendance. Une stratégie de financement intégrant diverses sources de financement du développement – provenant de l'humanitaire, de la sécurité alimentaire, de la nutrition, du climat et de la biodiversité – ainsi que des instruments financiers innovants utilisant ces ressources de manière catalytique pour mobiliser des financements privés supplémentaires, permettrait à la RDC de combler son déficit d'investissement dans le secteur agroalimentaire.

La RDC s'est dotée d'une Feuille de route nationale pour des systèmes alimentaires durables, résilients et équitables, qui traduit de manière opérationnelle la vision du pays; de la Politique nationale de sécurité alimentaire et nutritionnelle (PNSAN), et des engagements issus du Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires. Cette Feuille de route s'articule autour de cinq axes d'actions prioritaires: (i) renforcer la disponibilité et l'accessibilité des aliments, (ii) promouvoir une production durable et résiliente, (iii) renforcer les liens territoriaux, (iv) créer des environnements propices à une alimentation saine et (v) mieux coordonner les cadres de gouvernance.

Les recommandations formulées dans ce rapport sont les leviers d'opérationnalisation et plaident pour une mobilisation accrue des ressources domestiques et internationales. Il met en lumière les conditions de gouvernance, de coordination et d'investissement nécessaires pour transformer durablement les systèmes alimentaires de la RDC, en assurant sécurité alimentaire, nutrition durable et résilience climatique.

|1| Adopter une approche intégrée du nexus humanitaire-développement-paix

L'articulation entre aide humanitaire et investissements dans le développement et la paix est essentielle pour stabiliser les zones en conflit et crises prolongées, faciliter les retours durables, et reconstruire les systèmes de production et d'alimentation dans les territoires affectés. Cela implique une coordination accrue entre acteurs humanitaires, développement et paix, avec des financements adaptés aux situations de transition.

|2| Renforcer la productivité et la résilience des petits producteurs

Il faut soutenir l'agriculture familiale à travers la diffusion de pratiques agroécologiques, la diversification des cultures, l'accès aux semences améliorées et adaptées, l'irrigation de proximité, les services de vulgarisation, et les outils numériques. Ces investissements doivent prioritairement cibler les zones à fort potentiel et les zones vulnérables, notamment pour stabiliser les marchés locaux.

|3| Réduire les pertes post-récolte et investir dans la chaîne de valeur locale

Une part importante de la production agricole est perdue après récolte, en raison du manque d'infrastructures de stockage, de transformation, de conditionnement et de commercialisation. Des investissements ciblés dans les infrastructures rurales (routes, entrepôts, unités de transformation), dans les technologies post-récolte adaptées, et dans la formation des producteurs permettraient de réduire ces pertes, d'améliorer les revenus des petits producteurs, et d'accroître l'offre alimentaire locale.

|4| Valoriser les cultures traditionnelles et les produits locaux nutritifs

Les cultures indigènes (fonio, mil, patate douce, légumineuses locales, feuilles comestibles, etc.) sont résilientes au climat, riches en nutriments, et culturellement ancrées dans les régimes alimentaires congolais. Il est urgent de les promouvoir par des programmes de recherche, des campagnes de sensibilisation, des incitations à la production et à la consommation, et les intégrer dans les achats institutionnels (cantines scolaires, programmes de filets sociaux).

|5| Mettre la nutrition au cœur des politiques agricoles, sociales et sanitaires

La malnutrition doit être traitée de façon multisectorielle. Il convient de renforcer la fortification des aliments, d'encourager la production et la consommation de denrées riches en nutriments, de développer l'éducation nutritionnelle dans les écoles et communautés, et d'intégrer la nutrition dans les programmes de filets sociaux.

|6| Améliorer la gouvernance territoriale et l'intégration des marchés

Une gouvernance alimentaire efficace repose sur la planification territoriale, la décentralisation des budgets, la participation des communautés, et la coordination entre secteurs. Il faut aussi sécuriser l'accès à la terre, promouvoir les coopératives, renforcer les infrastructures de marché, et garantir un meilleur accès des petits producteurs aux débouchés commerciaux.

|7| Mobiliser des financements publics et innovants pour la souveraineté alimentaire

Atteindre les objectifs de la Feuille de route nécessite une augmentation significative des financements publics nationaux, une meilleure allocation des budgets existants, et une mobilisation active des financements climatiques, des instruments de financement mixte, et des investissements privés responsables. La RDC doit également structurer un dialogue régulier avec ses partenaires techniques et financiers autour d'un cadre commun de priorités.

|8| Accélérer la mise en œuvre de la réforme foncière pour sécuriser l'accès équitable à la terre, notamment pour les femmes et les jeunes

L'insécurité foncière freine les investissements agricoles, la justice sociale et la durabilité des moyens de subsistance. Il demeure impératif de faire progresser la réforme foncière en s'appuyant sur la Politique foncière adoptée en 2021 afin de sécuriser les droits coutumiers légitimes, faciliter la formalisation des droits d'usage et mettre en place des dispositifs spécifiques pour garantir l'accès des femmes et des jeunes à la terre. Une gouvernance locale participative reste indispensable pour répondre aux besoins des communautés et prévenir les conflits liés au foncier.

|9| Réaligner l'aide publique au développement sur les priorités nationales de la transformation des systèmes alimentaires, tout en maintenant l'assistance humanitaire

L'aide publique au développement (APD) joue un rôle crucial en RDC, notamment à travers l'assistance humanitaire qui demeure indispensable pour répondre aux besoins immédiats des populations affectées par les conflits, les déplacements et l'insécurité alimentaire aiguë. Toutefois, pour sortir du cycle des crises répétées, il est nécessaire de renforcer l'articulation entre l'urgence et les investissements structurels. L'APD doit évoluer vers une approche intégrée et territorialisée, alignée sur les objectifs de la Feuille de route nationale, en priorisant les interventions multisectorielles à fort effet de levier (agriculture, nutrition, climat, genre).

|10| Renforcer la coordination stratégique et l'alignement des partenaires au cadre national de transformation

La fragmentation des approches entre partenaires techniques et financiers réduit l'efficacité des interventions et complique leur intégration dans les politiques publiques. Il est essentiel d'instaurer des mécanismes de coordination multi-acteurs ancrés dans les institutions nationales, afin de favoriser l'harmonisation des cadres d'intervention, la complémentarité des actions et l'appropriation locale. Cela suppose un pilotage renforcé par les autorités nationales, une meilleure transparence sur les financements, et l'alignement des projets externes avec les priorités définies dans les politiques nationales et la Feuille de route des systèmes alimentaires.





INTRODUCTION

La RDC illustre un paradoxe structurel frappant : riche d'un potentiel agricole, halieutique, forestier et humain exceptionnel, elle demeure confrontée à une insécurité alimentaire chronique, à une malnutrition persistante et à une vulnérabilité environnementale croissante. Deuxième plus vaste pays d'Afrique, avec une superficie de 2,345 millions de km² et une population estimée à 102 millions d'habitants en 2023 (WB, 2024a), la RDC peine à mobiliser ses ressources naturelles pour garantir durablement le droit à l'alimentation. Moins de 10 % des 80 millions d'hectares de terres arables sont effectivement cultivés (FAO, 2022), et le secteur agricole – bien que employant près de 60 % de la population active – reste dominé par des exploitations familiales peu mécanisées, à faibles intrants, exposées aux chocs climatiques, économiques et sécuritaires.

Dans ce contexte, les avancées vers l'Objectif de Développement Durable 2 (Faim Zéro) sont très limitées et fragiles : près de 40 % de la population, soit environ 40 millions de personnes, sont touchées par la faim (FAO et al., 2024), environ 26 millions de personnes souffraient d'insécurité alimentaire aiguë (IPC, 2023), tandis que 42 % des enfants de moins de cinq ans présentaient un retard de croissance, une forme sévère de malnutrition chronique aux effets irréversibles sur le développement cognitif, la productivité future et le capital humain national (UNICEF, 2023). Cette situation est aggravée par la monotonie

des régimes alimentaires, encore largement centrés sur quelques aliments de base (ex. manioc, maïs, riz, tubercules et racines, etc.), au détriment de la diversité nutritionnelle. L'accès à des régimes sains, équilibrés et durables – définis comme ceux qui favorisent la croissance, préviennent les carences, réduisent le risque de maladies non transmissibles et respectent les ressources naturelles – demeure hors de portée pour plus de 90 % de la population congolaise (FAO et al., 2024) en raison de facteurs structurels tels que le faible pouvoir d'achat, l'accès limité aux marchés, les inégalités régionales et les lacunes dans l'offre locale en produits nutritifs.

Parallèlement, la faiblesse des infrastructures de base, l'accès limité à l'eau potable, la fragilité des services sociaux et les conflits récurrents et persistants dans plusieurs régions du pays contribuent à renforcer les vulnérabilités structurelles du pays (OCHA, 2023).

Sur le plan environnemental, la RDC affiche l'une des plus faibles empreintes carbone par habitant au monde – environ 0,03 tonne de CO₂ en 2021, comparer aux 14 tonnes aux États-Unis et 9 tonnes en Chine (Worldometer, 2023) – mais fait face à des dynamiques alarmantes de déforestation. La perte de 1,18 million d'hectares de forêts naturelles en 2023 aurait généré près de 900 millions de tonnes de CO₂ (Global Forest Watch, 2024). Cette déforestation est principalement liée à l'agriculture itinérante, à la production de charbon de bois et à l'exploitation artisanale des ressources, notamment dans les zones périurbaines. Pourtant, les forêts congolaises abritent 8 % du stock mondial de carbone forestier (CAFI, 2023), et la RDC est reconnue comme un pays-clé dans la régulation climatique mondiale, en raison de son potentiel de séquestration, de ses ressources hydroélectriques et de ses gisements de minerais stratégiques pour la transition énergétique.

Consciente de ces interdépendances entre sécurité alimentaire, santé nutritionnelle, durabilité environnementale et équité sociale, la RDC a adopté, à la suite du Sommet des Nations Unies sur les Systèmes Alimentaires en 2021, une Feuille de route nationale pour la transformation durable de ses systèmes alimentaires. Coordinée par le Ministère de l'Agriculture, cette Feuille de route s'articule autour de cinq domaines stratégiques :

1. Garantir l'accès universel à une alimentation saine et suffisante ;
2. Stimuler une production agricole durable et résiliente ;
3. Promouvoir des moyens de subsistance équitables et autonomes ;
4. Renforcer la résilience face aux chocs et au changement climatique ;
5. Mobiliser les moyens de mise en œuvre nécessaires à l'atteinte de ces objectifs.

Le présent rapport vise à accompagner l'opérationnalisation de cette Feuille de route en répondant à trois questions majeures :

- Quelles sont les interventions prioritaires les plus efficaces pour transformer les systèmes alimentaires congolais ?
- Quels instruments de financement public, privé ou innovant peuvent permettre leur mise en œuvre ?

Pour y répondre, le rapport mobilise une méthodologie intégrée, combinant :

- Une revue systématique des politiques nationales et de la littérature scientifique récente ;
- Une analyse des régimes alimentaires et de leur évolution en lien avec les normes nutritionnelles ;
- Des consultations multi-acteurs aux niveaux national et local ;
- Une cartographie des projets financés par les partenaires techniques et financiers.

Ce travail s'inscrit dans le cadre de l'initiative Hesat2030, portée par la Coalition Faim Zéro, qui explore les synergies entre régimes sains, lutte contre la pauvreté et résilience climatique dans neuf pays, dont la RDC. En RDC, cette démarche vise à éclairer les arbitrages politiques, orienter les investissements vers les leviers les plus transformateurs et renforcer le dialogue entre les acteurs pour faire des systèmes alimentaires un moteur de développement durable, équitable et résilient.



Chapitre 1:

ÉTAT DES LIEUX DES SYSTÈMES ALIMENTAIRES EN RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

Comprendre l'insécurité alimentaire en RDC, c'est interroger la résilience des populations face à un système alimentaire profondément déséquilibré. À travers ce chapitre, il s'agit d'explorer les mécanismes systémiques qui, en liant pauvreté rurale, sous-investissement agricole, chocs conflits, chocs climatiques, et malnutrition persistante, contribuent à perpétuer un piège multidimensionnel. Ce diagnostic ouvre la voie à une réflexion sur les leviers d'une transformation inclusive et durable.

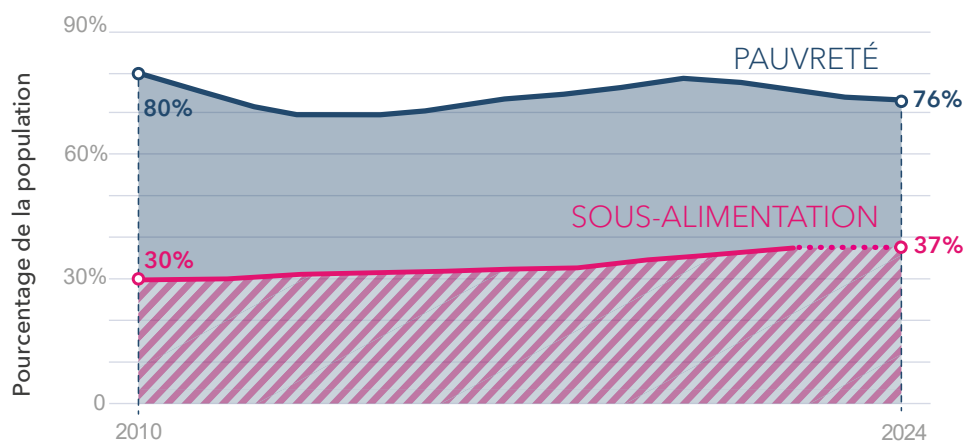
1.1 **Pauvreté persistante, insécurité alimentaire et malnutrition chronique : une interaction systémique**

L'insécurité alimentaire en RDC est enracinée dans une pauvreté structurelle et multi-forme qui se manifeste par des inégalités territoriales, une précarité économique généralisée et une faible résilience institutionnelle. Elle reflète des déséquilibres anciens dans la mobilisation et la répartition des ressources économiques, sociales et naturelles, et s'inscrit dans un enchevêtrement complexe de vulnérabilités systémiques liées aux conflits et crises prolongées.

Près des trois quarts de la population (73,5 %) vivent dans l'extrême pauvreté (WB, 2025), tandis que 40 % sont touchés par la faim (FAO et al., 2024) (Figure 1). Environ 26,4 millions de personnes – soit plus d'un quart de la population – étaient en situation d'insécurité alimentaire aiguë (IPC, 2023). Ces chiffres témoignent de l'incapacité des systèmes productifs et redistributifs à garantir un accès régulier, stable et équitable à une alimentation adéquate, confirmant l'existence d'un piège structurel mêlant pauvreté, conflit, sous-investissement et malnutrition (Barrett & Carter, 2013).

La faim et la pauvreté demeurent élevés

Figure 1: Pauvreté et sous-alimentation en RDC (2010-2024)



Sources : Analyse de l'auteur à partir des données de la FAO (FAO, 2025b) et de la Banque mondiale (WB, 2025b). Le seuil de pauvreté considéré est le seuil international US\$ 2.15 par jour (2017 ppa).

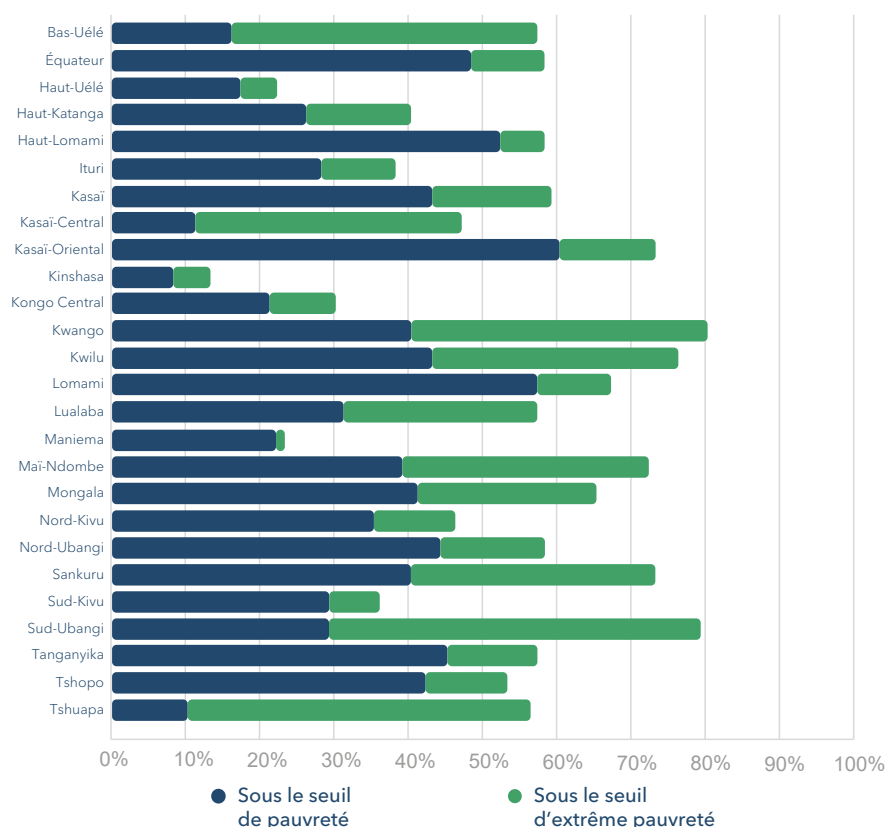
1.1.1 Une pauvreté structurelle à forte dimension territoriale

La RDC figure parmi les cinq pays les plus pauvres au monde (WB, 2024b). La croissance économique en RDC, bien qu'en moyenne soutenue (6 % par an entre 2011 et 2022), reste fortement polarisée. Tirée par le secteur extractif et faiblement redistributif, elle a peu profité aux zones rurales, où réside plus de 60 % de la population et où l'agriculture de subsistance constitue la principale source de revenus (Diao et al., 2019). En 2024, 73.5 % de la population congolaise vivaient sous le seuil de l'extrême pauvreté de 2,15 USD par jour (WB, 2024b), confirmant l'incapacité de la croissance à générer une transformation structurelle inclusive.

L'insécurité alimentaire présente une forte dimension spatiale. Les provinces classées en phase 4 de l'IPC, notamment le Sud-Ubangi, le Bas-Uélé, Kwilu, Kwango ou le Kasai Oriental, cumulent des indicateurs de pauvreté extrêmes, avec une dépendance accrue à des moyens d'existence précaires, et un accès limité aux services de base (Figure 2) (IPC, 2023 ; FAO et al., 2022). Dans ces territoires, les ménages sont confrontés à un faisceau de contraintes structurelles : insécurité foncière, enclavement logistique, faible accès aux intrants, machines, équipements, et infrastructures rurales, et déficience des services sociaux (Deininger & Byerlee, 2011 ; McKay & Perge, 2013).

Une pauvreté généralisée et chronique

Figure 2 : Taux de pauvreté par province



Source: Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire (IPC), 2023

Cette situation alimente une boucle de rétroaction négative : la pauvreté limite l'accès aux ressources productives (terres, semences, capital), ce qui contraint la productivité agricole et affaiblit les revenus. En retour, la faiblesse des revenus limite les investissements productifs et les capacités d'adaptation, enfermant les exploitations dans un piège de stagnation (Barrett & Carter, 2013).

Ce piège repose sur une combinaison de défaillances de marché – accès limité au crédit, à l'assurance, aux intrants de qualité – et de défaillances institutionnelles – instabilité des politiques agricoles, absence de services de conseil, fragmentation des régulations foncières. Les effets sont particulièrement marqués chez les groupes historiquement marginalisés, notamment les femmes et les jeunes. Alors que les femmes assurent environ 70 % des tâches agricoles, elles ne détiennent que 13 % des titres fonciers enregistrés (Brooks et al., 2014), ce qui contribue à réduire leur accès aux instruments de production. Les

jeunes, pour leur part, se heurtent à un système foncier rigide, à une formation technique inadaptée et à une perception sociale négative de l'agriculture (Lasota et al., 2020).

Sans une réforme structurelle de l'accès aux ressources productives – notamment foncières et financières – et sans une approche différenciée d'appui à l'entrepreneuriat rural, les gains de productivité resteront marginaux, spatialement inégaux et non inclusifs.

1.1.2 Une insécurité alimentaire multidimensionnelle, ancrée dans des vulnérabilités structurelles

L'insécurité alimentaire en RDC s'inscrit dans un contexte de vulnérabilité systémique, résultant de l'interaction entre chocs exogènes récurrents – notamment les conflits armés, les épidémies et les aléas climatiques – et des défaillances structurelles de longue durée telles que la faible résilience des systèmes de production, l'inégale distribution des richesses, l'insuffisance des infrastructures rurales et l'absence de mécanismes de protection sociale adaptative (Maxwell et al., 2013).

L'ampleur actuelle de l'insécurité alimentaire témoigne de cette dynamique cumulative. Près de 40 % de la population souffre de la faim (Figure 1) et plus de 90 % des personnes n'ont pas les moyens de s'offrir une alimentation saine (FAO et al., 2024).

Plus de 25,4 millions de personnes – soit environ un quart de la population congolaise, étaient en situation d'insécurité alimentaire aiguë (phase 3 ou plus), un chiffre en hausse par rapport aux cycles précédents (IPC, 2023). Cette détérioration est particulièrement marquée dans les provinces de l'Est (Ituri, Nord-Kivu, Sud-Kivu), où les conflits armés entravent les cycles agricoles, désorganisent les marchés et génèrent une inflation soutenue sur les denrées de base. Entre 2022 et 2023, dans ces provinces, le prix du maïs a enregistré une hausse de plus de 80 % dans plusieurs zones urbaines telles que Goma et Bukavu (FEWS NET, 2023), réduisant encore davantage l'accès économique à l'alimentation pour les ménages pauvres.

Cette instabilité conjoncturelle se superpose à des vulnérabilités structurelles profondes : une dépendance marquée aux cultures pluviales, une faible diversification des revenus, une connectivité logistique insuffisante et une gouvernance alimentaire fragmentée. Ces facteurs concourent à alimenter une spirale descendante d'exposition, d'incapacité à se relever, et de rechute, particulièrement visible chez les ménages ruraux à faible capital physique et humain.

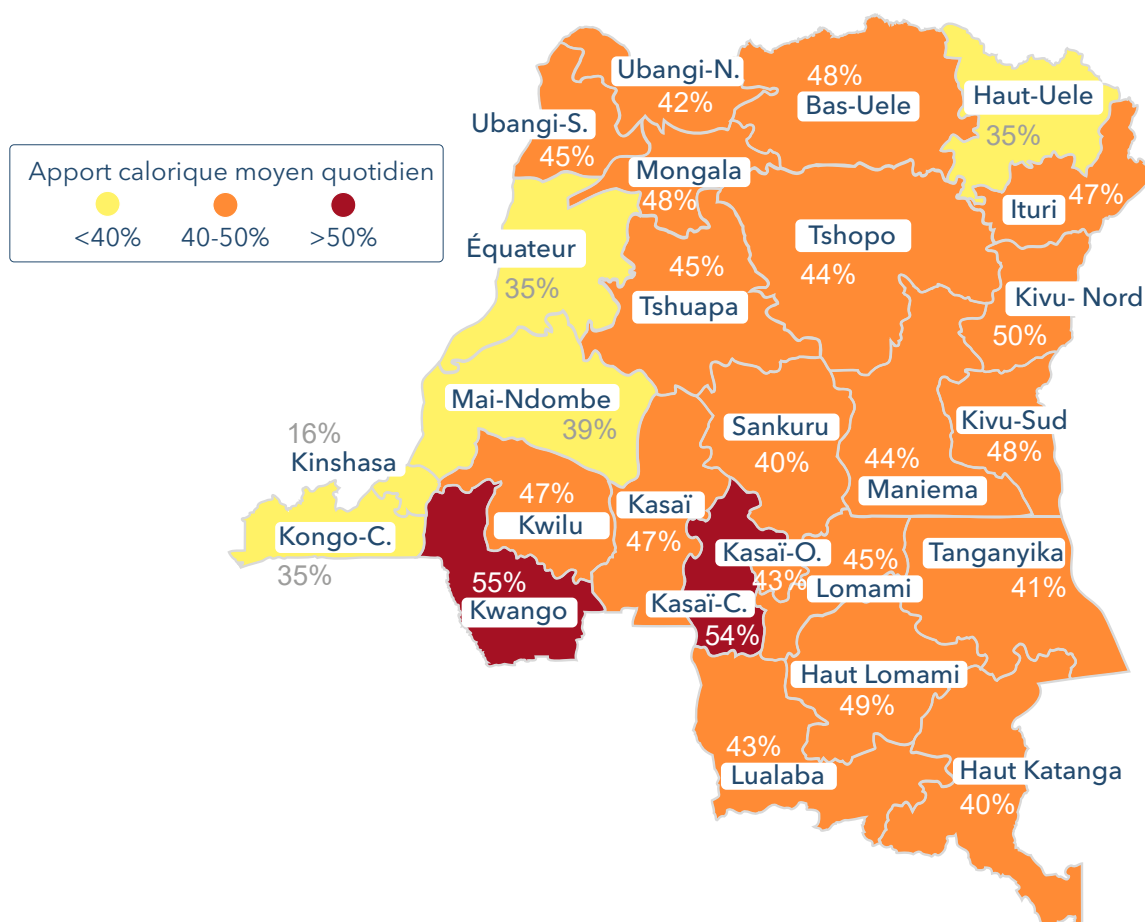
La persistance de la malnutrition chronique et des carences en micronutriments

Dans ce contexte, la malnutrition constitue une manifestation des inégalités structurelles et de l'insécurité alimentaire prolongée. 7,3 millions d'enfants de moins de cinq ans étaient touchés par un retard de croissance (malnutrition chronique), soit 40 % de cette tranche d'âge, un taux bien supérieur au seuil critique de 20 % fixé par l'Organisation mondiale de la santé (FAO et al., 2024). Ces proportions sont en stagnation depuis plus d'une décennie et traduisent une croissance continue de la part de la population en situation de malnutrition, entretenue par une sous-alimentation prolongée aux effets irréversibles sur le développement cognitif, la performance scolaire et la productivité à

l'âge adulte. Sur les 26 provinces que comptent la RDC, 25 affichent des indicateurs de la malnutrition chronique (Figure 3) (INS et al., 2019), dépassant le seuil d'acceptabilité de 20% de l'OMS.

La malnutrition chronique touche 4 enfants sur 10 en RDC, sans amélioration depuis plus d'une décennie

Figure 3 : Cartographie des taux de malnutrition chronique chez les enfants en RDC



Source: INS et al., 2019

Outre les formes visibles de malnutrition, les carences en micronutriments – souvent qualifiées de « faim cachée » – représentent une menace sanitaire silencieuse mais généralisée. En 2022, près de 60 % des enfants et 38 % des femmes en âge de procréer souffraient d'anémie, selon les estimations de l'INS et de l'UNICEF (INS, 2022). La carence en vitamine A, qui n'a pas fait l'objet de mesure récente à grande échelle, demeure toutefois préoccupante : les dernières données disponibles suggèrent qu'elle pourrait affecter plus de la moitié des enfants d'âge préscolaire, augmentant leur vulnérabilité aux infections, à la cécité et à la mortalité infantile (FAO & WHO, 2022).

Les adolescentes et femmes enceintes sont particulièrement touchées par l'anémie ferri-prive, facteur déterminant du faible poids à la naissance, de la prématurité et de la mortalité néonatale (Black et al., 2013). Les carences en fer, zinc et vitamine A chez les adultes constituent par ailleurs un frein significatif à la productivité individuelle, à la résistance aux maladies et à la constitution du capital humain (Headey & Ruel, 2020).

Le double fardeau de la malnutrition en RDC : une transition nutritionnelle inégale

Alors que la malnutrition chronique et les carences en micronutriments restent omniprésentes, on observe parallèlement une augmentation progressive du surpoids et de l'obésité, notamment dans les zones urbaines et au sein des ménages les plus aisés. Ce phénomène, qualifié de double fardeau de la malnutrition, traduit une transition nutritionnelle incomplète et socialement polarisée.

Environ 4 % des femmes en âge de procréer présentent une obésité, avec une prévalence atteignant 10,2 % dans les quintiles de richesse les plus élevés (INS, 2022). Cette tendance s'explique par la multiplication de régimes riches en calories mais pauvres en nutriments, l'urbanisation rapide et la sédentarité croissante. En l'absence de politiques de régulation nutritionnelle et d'éducation à la santé, cette évolution risque d'alimenter à moyen terme une hausse des maladies non transmissibles, telles que le diabète et l'hypertension, aggravant la pression sur un système de santé déjà fragilisé.

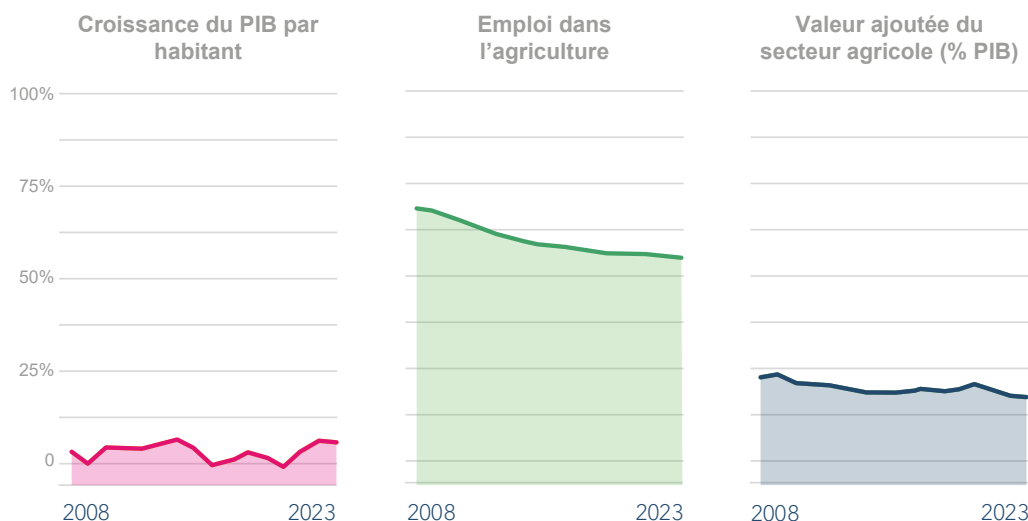
1.2 Faible productivité agricole : un verrou à la transformation des systèmes alimentaires

La productivité agricole constitue un levier central dans les processus de transformation structurelle des économies rurales (Diao et al., 2019). En RDC, où près de 70 % de la population active dépend de l'agriculture, la faiblesse chronique de la productivité agricole compromet la sécurité alimentaire, freine l'essor de l'agro-industrie, et limite la diversification économique. Malgré un potentiel agro-écologique exceptionnel dont 80 millions d'hectares de terres arables et 4 millions d'hectares irrigables (FAO, 2022), les performances agricoles restent parmi les plus faibles d'Afrique, soulignant un paradoxe structurel à la fois productif, institutionnel et politique.

La situation agricole en RDC s'illustre d'abord par une inadéquation persistante entre la place du secteur agricole dans l'emploi et sa contribution à la richesse nationale (Figure 4). Le secteur agricole contribue à 18 à 22 % du produit intérieur brut (PIB), selon les données les plus récentes (Banque Centrale du Congo, 2024). Cette disproportion est caractéristique d'un dualisme économique structurel, où le secteur primaire reste cantonné dans une économie de subsistance, faiblement intégrée aux chaînes de valeur modernes (McMillan & Rodrik, 2011).

L'agriculture est le pilier de l'économie rurale, mais sa faible productivité limite sa capacité à créer de la richesse nationale

Figure 4 : Déclin relatif de l'agriculture en RDC : Emploi, valeur ajoutée et croissance du PIB par habitant (2008-2023)



Source: Auteurs d'après WB, 2025b

À noter: L'emploi dans l'agriculture correspond à l'indicateur « Emploi dans l'agriculture (% de l'emploi total) » (estimation modélisée) provenant de la base de données modélisées de l'Organisation internationale du travail, consultée via les Indicateurs du développement mondial de la Banque mondiale (WB, 2025b). La valeur ajoutée de l'agriculture correspond à l'indicateur « Valeur ajoutée de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche (% du PIB) » provenant des comptes nationaux de la Banque mondiale et des fichiers de comptes de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), consulté via les Indicateurs du développement mondial de la Banque mondiale (WB, 2025b). La croissance du PIB par habitant correspond à l'indicateur « Croissance du PIB par habitant (% annuel) » provenant des comptes nationaux de la Banque mondiale et des fichiers de comptes de l'OCDE, consulté via les Indicateurs du développement mondial de la Banque mondiale (WB, 2025b).

Le tissu productif reste dominé par des exploitations familiales à faibles rendements, peu capitalisées, peu mécanisées, et peu connectées aux marchés. En l'absence d'intégration verticale avec les segments de transformation et de distribution, le potentiel multiplicateur du secteur reste largement sous-exploité (Christiaensen et al., 2011). De plus, la vulnérabilité de ces exploitations face aux chocs (conflits, climatiques, sanitaires, économiques) empêche l'accumulation de capital et favorise la reproduction des inégalités territoriales.

Les faibles rendements agricoles constituent l'un des symptômes les plus manifestes du sous-développement structurel du secteur. Le rendement moyen du maïs est estimé à 1,2 tonne par hectare, contre 2,5 t/ha en moyenne dans les pays voisins, et plus de 10 t/ha dans certains pays développés (FAO, 2025c). Pour le riz, le rendement national ne dépasse pas 1,3 t/ha, contre 8 - 10 t/ha pour les pays les plus productifs (FAO, 2025c). Ces faibles performances agricoles s'expliquent par l'absence de facteurs favorables à l'intensification agricole durable : usage limité de semences améliorées (moins de 9 %

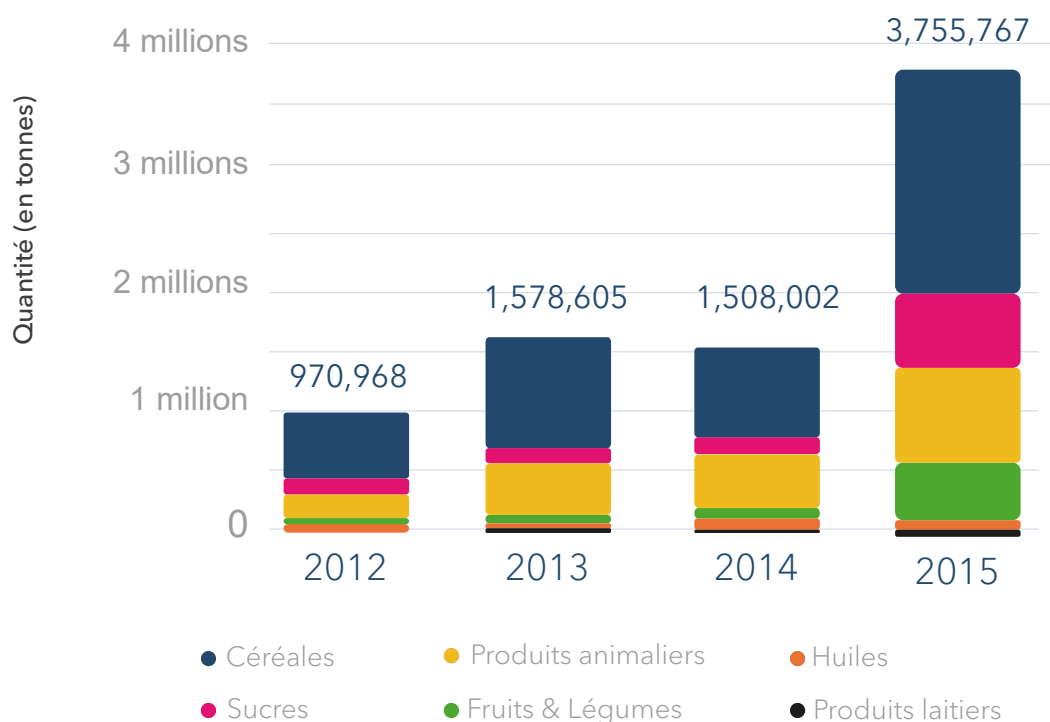
des producteurs, quasi-absence de mécanisation (0,2 tracteur/100 ha), et irrigation embryonnaire (moins de 0,4 % des terres irriguées) (IFPRI, 2021).

La dégradation des sols, accentuée par l'exploitation non durable, l'insécurité foncière et la pression démographique, aggrave cette stagnation. Toutefois, une dynamique différenciée est observable dans certaines provinces bénéficiant d'appuis ciblés. Entre 2018 et 2022, les productions de manioc, maïs, haricot et riz ont respectivement augmenté de 49 %, 37 %, 24 % et 10 %, avec des gains de rendement atteignant jusqu'à 45 % pour les haricots (FAO et al., 2023b). Ces progrès, bien que prometteurs, restent fragiles et géographiquement limités. Parallèlement, la chute de la production animale, estimée à 40 % sur la dernière décennie, compromet l'équilibre nutritionnel des ménages, déjà affectés par la baisse de la consommation de protéines animales.

1.2.1 Dépendance alimentaire et vulnérabilité commerciale

La faible productivité agricole en RDC s'est traduite, au cours des ces dernières décennies, par une dépendance croissante aux importations alimentaires, lesquelles sont passées de 125,4 millions USD en 1961 à plus de 2,5 milliards USD en 2021 (FAO et al., 2022). Les céréales, produits laitiers et produits halieutiques constituent les principaux postes de dépense (Figure 5). Selon l'analyse du bilan alimentaire national, le déficit énergétique global s'élevait à 22 % en 2019 (IPC, 2019), soulignant une incapacité structurelle à satisfaire la demande domestique.

Figure 5 : Principaux produits alimentaires importés par la RDC



Source: SNSA, Annuaire statistiques, 2017 in WB, 2020.

Cette dépendance aux marchés internationaux expose la RDC à une volatilité extrême des prix, comme cela a été observé pendant la crise ukrainienne, avec des répercussions sévères sur l'accessibilité alimentaire dans les régions enclavées. Elle révèle aussi l'échec des stratégies d'import-substitution et la faiblesse des politiques de compétitivité des filières agricoles locales (IFPRI, 2021). Dans un contexte d'instabilité macroéconomique, ce déséquilibre structurel constitue une menace directe à la souveraineté alimentaire et à la résilience nutritionnelle des populations les plus pauvres.

Par ailleurs, la RDC bénéficie d'un appui important de la communauté humanitaire internationale, justifié par la récurrence des crises sécuritaires, alimentaires et sanitaires. En 2022, l'aide humanitaire mobilisée pour la période 2020-2022 s'élevait à 252 millions de USD (Figure 10). Cette aide cible majoritairement les provinces de l'Est et contribue à la réponse aux besoins immédiats, notamment par des transferts alimentaires, des programmes nutritionnels et un soutien aux services de base. Dans certaines zones, l'aide internationale complète, voire remplace partiellement, les dispositifs étatiques, en particulier là où l'appareil public est moins présent.

Dans ce contexte de crise prolongée, si l'aide humanitaire joue un rôle indispensable pour réduire les vulnérabilités à court terme, elle peut aussi produire des effets ambigus sur le renforcement des systèmes institutionnels et économiques locaux (Macrae & Harmer, 2004 ; Maxwell & Gelsdorf, 2019). Par exemple, l'arrivée massive d'aide peut, dans certains cas, créer des tensions sur les marchés locaux ou influencer les comportements des ménages et des producteurs (Bastagli & al., 2019 ; Tadesse & Shively, 2009). Toutefois, ces effets dépendent fortement du type d'intervention, du degré de concertation avec les acteurs nationaux, et du contexte territorial spécifique.

La segmentation entre l'aide humanitaire et les politiques de développement peut être accentuée lorsque les stratégies ne sont pas alignées sur les priorités nationales ou lorsqu'elles manquent de mécanismes de transition entre urgence et développement (OECD, 2024a). Pour répondre à ces limites, des approches comme le « nexus humanitaire-développement-paix » (HDPN) ont été proposées, en vue de favoriser des complémentarités entre acteurs et instruments d'intervention. Il est nécessaire de renforcer la planification conjointe et d'intégrer les dispositifs d'urgence dans des cadres programmatiques à long terme (OECD, 2024a).

1.2.2 Réponses politiques et efficacité limitée

Depuis les années 2010, la RDC a adopté plusieurs cadres stratégiques pour dynamiser le secteur agricole. Parmi ceux-ci, le Plan National d'Investissement Agricole (PNIA), la Stratégie de Relance Agricole (2016-2020), et plus récemment, la Politique Agricole Durable (PAD) et la Feuille de Route pour la transformation des systèmes alimentaires issue du Sommet des Nations Unies sur les Systèmes Alimentaires (UNFSS, 2021). Ces instruments s'alignent sur les orientations continentales du Programme Détaillé de Développement de l'Agriculture Africaine (PDDAA), avec pour objectifs la sécurité alimentaire, l'accroissement des revenus ruraux et la durabilité environnementale.

Cependant, leur mise en œuvre reste entravée par de profondes limitations institutionnelles.

La gouvernance des systèmes alimentaires en RDC présente des caractéristiques de fragmentation institutionnelle qui peuvent limiter la cohérence des politiques publiques. Plusieurs ministères – notamment l’Agriculture, la Santé, l’Environnement, le Plan et les Finances – interviennent sur des aspects complémentaires de la sécurité alimentaire, mais en l’absence d’un mécanisme de coordination multisectorielle pleinement opérationnel. Cette situation tend à produire des chevauchements de rôles, des divergences d’objectifs et des lacunes en matière de planification intégrée. En parallèle, des efforts ont été entrepris ces dernières années pour formaliser des cadres de coordination, à travers l’élaboration de documents stratégiques nationaux tels que le Plan National Stratégique Multisectoriel de Nutrition (PNSMN) ou la Politique Nationale de Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle (PNSAN). Toutefois, selon le rapport du gouvernement de la République démocratique du Congo (2023) et les consultations nationales, la mise en œuvre de ces cadres reste contrainte par des limites budgétaires, un ancrage institutionnel encore fragile, et des capacités d’exécution inégales entre les échelons central et provincial.

La faible capacité d’absorption des financements extérieurs et l’absence de dispositifs robustes de suivi-évaluation limitent en outre l’apprentissage institutionnel et la redevabilité. L’absence de données désagrégées entrave l’orientation des politiques selon les contextes locaux.

Ainsi, malgré l’existence de cadres politiques ambitieux, l’agriculture congolaise reste sous-valorisée dans les arbitrages macroéconomiques. Cette situation appelle une re-hiérarchisation des priorités budgétaires, mais aussi une réforme de la gouvernance du secteur agricole pour en renforcer l’efficacité et la redevabilité. Les projections du modèle IMPACT du IFPRI montrent que, sans amélioration rapide de la productivité, les importations alimentaires nettes de la RDC pourraient doubler d’ici 2040 (IFPRI, 2021). Cela souligne l’urgence de renforcer la gouvernance du secteur agricole, à travers une re-hiérarchisation budgétaire, une meilleure articulation des politiques, et une intégration effective des enjeux de productivité, de nutrition et d’adaptation climatique.

Encadré 1 : Le projet PARRSA dans la province de l’Équateur, RDC

L’expérience du Projet d’Appui à la Réhabilitation et à la Relance du Secteur Agricole (PARRSA), mis en œuvre entre 2010 et 2016 avec le soutien de la Banque mondiale, constitue une illustration pertinente des effets potentiels d’une approche intégrée du développement agricole. Ce projet visait la relance de la production vivrière dans la province de l’Équateur, par le biais de l’amélioration des infrastructures rurales, la fourniture d’intrants agricoles, le développement des chaînes de valeur et le renforcement des capacités institutionnelles locales.

Selon le rapport d’achèvement de la Banque mondiale (WB, 2022a), le projet a permis une augmentation moyenne de plus de 100 % des rendements de maïs dans les zones ciblées, et une amélioration significative de l’accès au marché grâce à la réhabilitation de pistes rurales et à la mise en place de centres de transformation. L’approche intégrée a favorisé une coordination plus efficace entre les acteurs locaux, renforcé l’appropriation communautaire des activités et stimuler temporairement la commercialisation locale.

Cependant, plusieurs limites structurelles ont compromis la durabilité des résultats. D'une part, l'ancrage institutionnel du projet dans les structures décentralisées est resté faible, limitant la continuité des actions après la fin du financement. D'autre part, le manque de dispositifs de capitalisation et de diffusion des bonnes pratiques a restreint la possibilité de mise à l'échelle du modèle. Enfin, l'absence de lien formel avec les priorités nationales en matière de sécurité alimentaire a fragilisé l'intégration du projet dans le portefeuille stratégique du pays.

Cette étude de cas souligne l'importance de dispositifs de pérennisation, de mise à l'échelle et d'alignement stratégique pour garantir l'impact durable des projets de développement agricole.

1.3 Pression démographique, jeunesse rurale et sous-emploi

La RDC fait face à une pression démographique particulièrement marquée. Sa population dépasse les 100 millions d'habitants, avec un taux de croissance annuel estimé à 3,2 % (UN DESA, 2022). Environ 60 % de la population a moins de 25 ans et l'âge médian est de 17 ans, ce qui place la RDC parmi les pays les plus jeunes au monde (UNFPA, 2023). Cette dynamique démographique exerce une pression croissante sur les systèmes éducatifs, les infrastructures sociales, les ressources naturelles et, de manière particulièrement aiguë, sur les structures d'emploi en milieu rural.

Cette jeunesse massive représente un potentiel démographique important, mais aussi un défi majeur pour la planification du développement économique et social. Selon l'Indice de Pression Démographique sur les Terres (Land Pressure Index), plusieurs régions de la RDC, notamment le Kasaï-Oriental, le Sud-Kivu et le Nord-Kivu, présentent déjà des signes de saturation foncière liés à la densité humaine croissante (Fischer et al., 2021).

Sur le plan agricole, la croissance rapide de la population entraîne un accroissement de la demande en terres agricoles et in fine une fragmentation des exploitations et une pression croissante sur les terres arables. Les systèmes de transmission foncière, souvent coutumiers et non formalisés, conduisent à une réduction de la taille moyenne des parcelles agricoles, ce qui compromet leur viabilité économique (Jayne et al., 2014). Cette dynamique entretient le modèle d'agriculture de subsistance, tout en augmentant la vulnérabilité des ménages face aux chocs économiques et climatiques.

Enfin, cette dynamique démographique renforce les interdépendances entre urbanisation, exode rural et transformation des systèmes alimentaires. L'urbanisation accélérée, alimentée par les flux migratoires des jeunes en quête d'opportunités économiques, crée de nouveaux pôles de consommation et modifie la demande alimentaire, souvent au détriment des produits locaux peu transformés. Ce phénomène soulève des enjeux de logistique, de sécurité sanitaire et de développement de chaînes de valeur adaptées aux contextes urbains émergents (Tschirley et al., 2015).

Les enjeux sont encore plus prononcés pour les jeunes femmes rurales, qui cumulent plusieurs formes d'exclusion. Elles ont un accès plus restreint aux ressources productives, sont souvent surreprésentées dans les tâches non rémunérées et font face à des normes de genre rigides qui limitent leur mobilité, leur prise de décision économique et leur accès aux espaces de formation ou de gouvernance locale (FAO, 2011 ; Peterman et al., 2014). Ces discriminations structurelles ont des effets directs sur leur insertion professionnelle, leur sécurité économique, et leur capacité à participer pleinement aux systèmes alimentaires.

Malgré l'existence de programmes ciblant l'emploi des jeunes, ceux-ci restent souvent sectoriels, fragmentés ou circonscrits à des zones pilotes. La Banque africaine de développement (BAD, 2021) note qu'en l'absence d'une politique publique intégrée et multisectorielle, les interventions peinent à atteindre une échelle significative. Il est par exemple souhaitable de mettre en place un soutien structuré à l'agro-entrepreneuriat des jeunes, à travers des mécanismes de financement adaptés, des incubateurs ruraux, un accompagnement post-formation, et la promotion des technologies agricoles numériques (FAO et al., 2014). Il en est de même pour des politiques d'inclusion intergénérationnelle et genre-sensibles, fondées sur une sécurisation foncière, des quotas d'accès aux services pour les femmes et les jeunes, et des investissements dans l'agriculture intelligente face au climat (IFAD, 2019).

En somme, la pression démographique en RDC appelle à une lecture croisée des trajectoires des jeunes ruraux, en tenant compte des différenciations territoriales, sociales et de genre. Documenter ces réalités à travers des données désagrégées et des analyses qualitatives serait essentiel pour éclairer les politiques publiques de manière contextualisée et équitable.

1.4 Changement climatique et biodiversité des risques systémiques croissants

Le changement climatique constitue un facteur aggravant des vulnérabilités agricoles et alimentaires dans les pays à faible revenu, notamment en Afrique subsaharienne. En RDC, les impacts environnementaux se manifestent sur fond d'extrême fragilité socio-économique et d'un système agricole déjà structurellement sous-performant. Parallèlement, la RDC abrite l'un des plus importants réservoirs mondiaux de biodiversité, dont le rôle écologique est déterminant pour l'adaptation et la résilience des systèmes alimentaires locaux, mais aussi pour la régulation climatique à l'échelle planétaire (de Wasseige et al., 2015).

Cette section analyse la vulnérabilité climatique de la RDC, l'érosion accélérée de sa biodiversité agricole et naturelle, ainsi que leurs implications directes sur la sécurité alimentaire, la durabilité des systèmes de production, et les trajectoires de transformation agroécologique.

1.4.1 Une vulnérabilité climatique aiguë et croissante

La RDC figure parmi les pays les plus exposés aux risques climatiques sans disposer de capacités d'adaptation adéquates. L'indice ND-GAIN (Notre Dame Global Adaptation

Initiative) classe le pays au 182^e rang sur 185 pour sa vulnérabilité et au 185^e sur 192 en termes de préparation aux chocs climatiques. Ces évaluations traduisent une faible résilience institutionnelle, une dépendance quasi-totale à l'agriculture pluviale, et une absence d'infrastructures d'anticipation et de gestion des risques (Mucke, 2022).

Les projections climatiques pour la RDC indiquent une hausse moyenne des températures de +1,7 à +4,5 °C d'ici la fin du siècle ainsi qu'un bouleversement des régimes pluviométriques, avec des précipitations plus concentrées et une prolongation des périodes sèches (WB, 2021). Ces tendances affectent de manière différenciée les agroécosystèmes nationaux : réduction de la productivité agricole dans les zones forestières du centre et de l'ouest, stress hydrique accru dans les savanes orientales et méridionales, et érosion des sols sur les versants exposés aux précipitations extrêmes.

Les conséquences sur les rendements agricoles, la fertilité des sols et la disponibilité de l'eau sont particulièrement sévères pour les petits producteurs, déjà fragilisés par l'insuffisance de services agrométéorologiques, l'accès limité aux intrants résilients, et l'absence de dispositifs assurantiels (IPCC, 2022 ; CCAFS, 2020).

1.4.2 Déforestation, émissions et paradoxes climatiques

Malgré de faibles émissions liées à la consommation d'énergie (1,5 % du total), la RDC affiche un niveau élevé d'émissions par habitant (7,68 tCO₂eq en 2020) si l'on tient compte du changement d'affectation des terres et de la déforestation (WB, 2023). En 2023, le pays a perdu environ 1,18 million d'hectares de forêts naturelles, principalement en raison de l'agriculture itinérante, de la collecte de bois-énergie, de l'exploitation artisanale du charbon et de l'urbanisation informelle (Global Forest Watch, 2025).

L'agriculture, bien qu'en apparence victime du changement climatique, constitue également l'un des principaux vecteurs de déforestation du fait de l'absence de planification spatiale, de la pression démographique, et d'un encadrement technique faible. La dépendance énergétique des ménages au bois et au charbon (plus de 85 %) constitue un cercle vicieux entre pauvreté énergétique, déforestation et dégradation des écosystèmes (IEA, 2024).

Ce paradoxe – contribution marginale aux émissions mondiales mais vulnérabilité extrême aux impacts climatiques – place la RDC dans une situation ambivalente. Le pays se positionne néanmoins comme un «pays-solution» dans les négociations climatiques, en raison de son rôle clé dans la séquestration du carbone à travers les forêts du bassin du Congo, et de son potentiel en énergies renouvelables, notamment hydroélectriques et solaires (CDN, 2021).

1.4.3 Érosion de la biodiversité

La RDC est l'un des pays les plus riches en biodiversité au monde, avec plus de 10 000 espèces végétales recensées, dont une proportion importante est endémique au pays (UNEP-WCMC, 2023). Elle abrite également plus de 400 espèces de mammifères, 1 000 espèces d'oiseaux, et une diversité exceptionnelle d'écosystèmes – forêts denses, savanes, zones humides – qui jouent un rôle essentiel dans le maintien des cycles biogé-

ochimiques, la régulation hydrologique et la résilience agricole. La biodiversité sauvage – y compris les produits forestiers non ligneux tels que les fruits sauvages, champignons, chenilles, et viande de brousse – joue un rôle central dans les régimes alimentaires des ménages, en particulier dans les zones reculées. Leur raréfaction compromet non seulement l'équilibre nutritionnel, mais aussi les stratégies de subsistance en période de soudure ou de crise (Mondo et al., 2024).

Depuis plusieurs décennies, cette richesse biologique fait face à de multiples pressions dont la déforestation accélérée (agriculture sur brûlis, bois de feu), destruction d'habitats, braconnage d'espèces emblématiques (gorilles, éléphants, okapis) et conflits armés persistants favorisant l'exploitation minière illégale dans les aires protégées, et in fine entraînant une perte progressive des espèces et des écosystèmes. Environ 190 espèces animales sont en danger d'extinction en RDC (Ndala, 2021), et des zones critiques comme les parcs de l'Est (Virunga, Kahuzi-Biega, Okapi, etc.) subissent de graves dégradations (Simpson et al., 2025). Les tendances récentes montrent une perte forestière toujours extrêmement élevée (~5 000 km² de forêt primaire perdue en 2023).

L'érosion de la diversité biologique touche également les cultures vivrières et les ressources alimentaires traditionnelles. Plusieurs études soulignent la perte rapide de variétés locales de manioc, de haricot ou de maïs, remplacées par des cultivars à faible diversité génétique (FAO et al., 2022 ; Ouedraogo et al., 2023). Cette homogénéisation affaiblit les capacités d'adaptation des systèmes alimentaires aux chocs climatiques, aux maladies et aux ravageurs.

1.4.4 Adaptation climatique et transition agroécologique

Dans un contexte de vulnérabilité climatique et écologique croissante, la transformation des systèmes alimentaires en RDC requiert un ancrage explicite dans les politiques d'adaptation et de gestion durable des ressources naturelles. Depuis la ratification de l'Accord de Paris, la RDC a formalisé ses ambitions climatiques à travers sa Contribution Déterminée au niveau National (CDN) actualisée en 2021, qui prévoit une réduction de 21 % des émissions de gaz à effet de serre (GES) d'ici 2030 (CDN, 2021). Cette CDN identifie l'agriculture, les forêts, l'énergie domestique et la cuisson propre comme secteurs prioritaires d'intervention.

Les stratégies telles que le Plan National d'Adaptation (en cours d'élaboration), la Stratégie Nationale de Développement Durable, et le Programme National d'Afforestation et de Reboisement (PNAR) visent à favoriser une agriculture résiliente au climat et à promouvoir la conservation des écosystèmes. Toutefois, de nombreuses études soulignent un écart persistant entre l'élaboration des politiques et leur mise en œuvre effective (Kuhl, 2019). Les faibles capacités institutionnelles, la dépendance à l'aide extérieure, l'instabilité politique, et l'absence de systèmes de suivi-évaluation robustes compromettent l'intégration de l'adaptation climatique dans les plans agricoles à l'échelle locale (Vincent et al., 2018).

Encadré 2 : La cuisson propre : une convergence entre climat, santé et systèmes alimentaires

Parmi les leviers identifiés pour réduire les émissions de GES tout en améliorant la résilience des ménages, la cuisson propre constitue un enjeu stratégique et encore sous-exploré dans le champ des politiques alimentaires. En RDC, plus de 85 % des ménages utilisent encore le bois ou le charbon de bois comme principale source d'énergie pour la cuisson (Ministère du Plan, 2023 ; Bahatia et al., 2023). Ce recours massif alimente la déforestation, accroît les émissions de carbone noir, et expose les femmes et les enfants à une pollution de l'air domestique responsable de maladies respiratoires chroniques (WHO, 2024 ; Bonjour et al., 2013).

La CDN 2021 inclut la cuisson propre comme mesure phare d'atténuation, en ligne avec les ODD 7 (énergie), 3 (santé), 13 (climat) et 5 (égalité de genre). Les options technologiques préconisées incluent les foyers améliorés à haut rendement, les combustibles alternatifs (biogaz, briquettes, gaz de pétrole liquéfié), et les solutions solaires en zone hors réseau. Ces solutions peuvent réduire de 30 à 90 % les émissions de polluants atmosphériques (IEA, 2022 ; Rosenthal et al., 2018).

Les implications pour les systèmes alimentaires sont multiples : amélioration des conditions de cuisson des denrées périssables, réduction du temps consacré à la collecte du bois, libération de temps pour les femmes et les filles, et diversification possible des régimes alimentaires grâce à une cuisson plus rapide de produits riches en fibres ou en protéines (Climate Impact Partners, 2024). La cuisson propre permet aussi de limiter les pertes post-récolte, en facilitant les modes de transformation et de conservation des aliments dans les milieux à faible infrastructure.

Néanmoins, l'adoption de ces technologies reste freinée par des obstacles économiques (coût initial élevé), sociaux (résistance culturelle à certains combustibles), et structurels (absence de chaîne logistique, faible accès au crédit ou à la subvention). Des études de cas menées au Kenya et au Rwanda montrent que la réussite des programmes de cuisson propre dépend fortement du ciblage des subventions, du renforcement des capacités locales de production et de la sensibilisation communautaire (Puzzolo et al., 2016 ; Bailis et al., 2015).

Les consultations multi-acteurs organisées par les Task Forces nationales entre 2021 et 2024 ont mis en évidence trois leviers fondamentaux pour une transition écologique cohérente des systèmes alimentaires en RDC. Le premier levier identifié est l'agroécologie, reconnue comme une approche intégrée associant savoirs scientifiques, pratiques locales et principes écologiques. Elle permet non seulement de renforcer la résilience des producteurs aux chocs climatiques, mais aussi d'améliorer la durabilité des rendements sur le long terme (Altieri & Nicholls, 2020 ; HLPE, 2019). Pour être pleinement efficace, son institutionnalisation requiert une réforme des politiques agricoles et éducatives afin d'y intégrer les principes agroécologiques, ainsi qu'un soutien accru à la recherche participative dans les zones rurales.

Le second, concerne la préservation et la valorisation de la biodiversité alimentaire locale. La RDC possède une richesse exceptionnelle en ressources génétiques, mais celles-ci sont menacées par l'érosion des variétés traditionnelles, souvent remplacées par des cultivars standardisés. Cette dynamique affaiblit la capacité adaptative des systèmes alimentaires face aux stress climatiques et sanitaires. Les dialogues nationaux ont souligné l'importance de soutenir les initiatives communautaires de conservation, telles que les banques de semences paysannes, tout en intégrant les savoirs endogènes dans les programmes de recherche et de formation agricole. Des travaux comme ceux de Hunter et al. (2017) et Ouedraogo et al. (2023) montrent que la diversité biologique constitue une base essentielle pour des régimes alimentaires nutritifs, résilients et culturellement appropriés.

Enfin, un troisième levier stratégique, souvent sous-estimé, concerne la généralisation de la cuisson propre. En RDC, la dépendance au bois-énergie alimente non seulement la déforestation, mais expose également des millions de femmes et d'enfants à des niveaux dangereux de pollution intérieure, avec des effets délétères sur la santé respiratoire (Bonjour et al., 2013 ; WHO, 2024). Intégrer la cuisson propre dans les politiques climatiques et nutritionnelles, comme le propose la CDN 2021, suppose de renforcer les chaînes locales de production de foyers améliorés, d'élargir l'accès aux combustibles alternatifs, et de concevoir des mécanismes de financement adaptés aux populations rurales à faibles revenus (Rosenthal et al., 2018 ; IEA, 2022).

1.5 Structure de la consommation alimentaire: diversité apparente, déséquilibres profonds

La consommation alimentaire en RDC est façonnée par une diversité écologique, culturelle et agroalimentaire remarquable. Toutefois, derrière cette diversité apparente se cache une structure nutritionnelle déséquilibrée, marquée par la dominance des féculents à forte densité calorique et la faible accessibilité aux aliments riches en micronutriments. Cette section explore, à partir des données de consommation désagrégées, les régimes alimentaires effectivement observés dans les ménages, leurs variations géographiques et sociales, et les conséquences nutritionnelles qui en découlent.

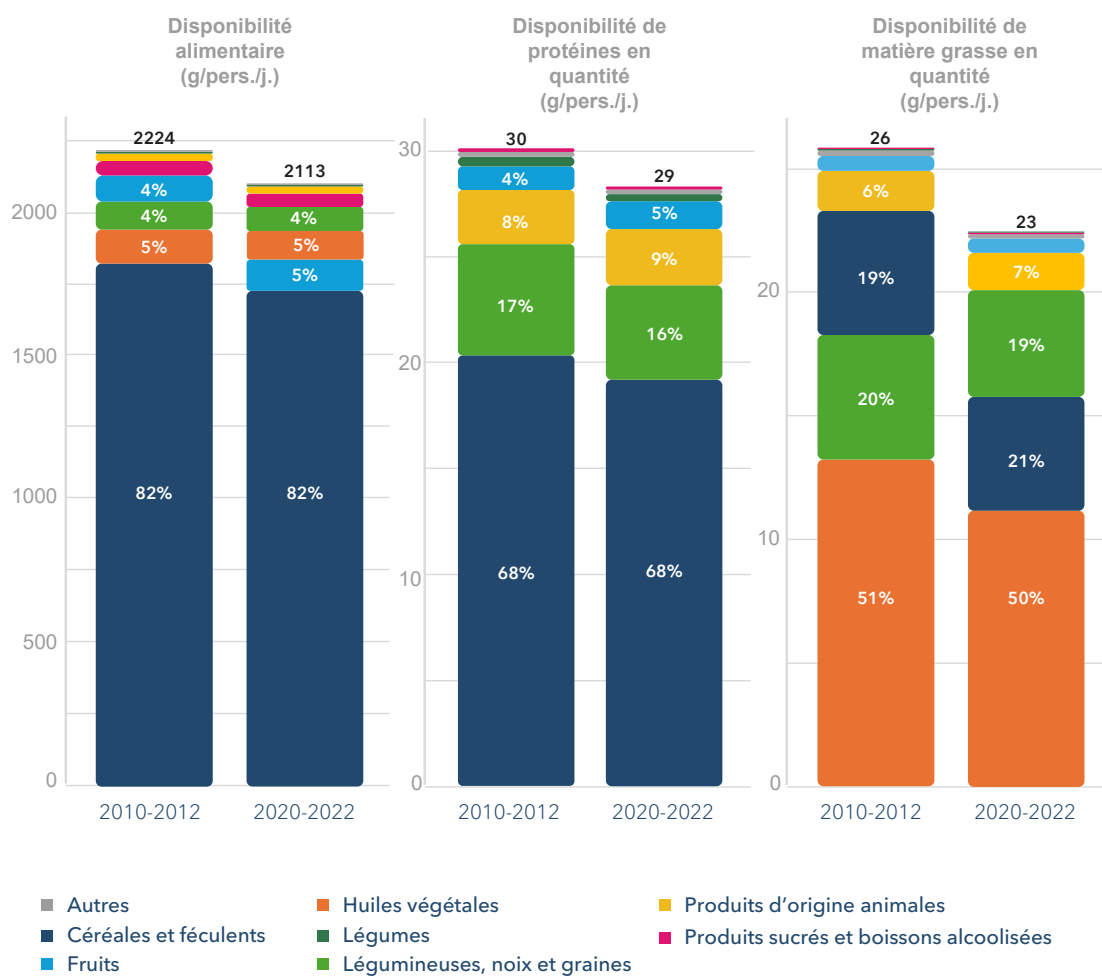
Les régimes alimentaires en RDC reposent en grande majorité sur quatre cultures de base : le manioc, le maïs, le riz et l'arachide. Ces produits représentent 79 % de la production vivrière nationale (WB, 2019) et plus de 70 % de l'apport calorique moyen des ménages (FAO et al., 2023b). Le manioc, sous forme de fufu ou de chikwangue, est l'aliment de base dominant dans presque toutes les provinces, en raison de sa disponibilité, de sa culture extensive et de sa longue conservation. Il est souvent accompagné de sauces à base de légumes-feuilles (feuilles de manioc, d'amarante, d'aubergine africaine) ou de haricots.

Selon l'Enquête Nationale de la Sécurité Alimentaire (IPC, 2023), plus de 85 % des ménages congolais consomment du manioc quotidiennement, mais moins de 20 % consomment de manière régulière des produits animaux, des fruits ou du lait (Figure 6). Le régime alimentaire moyen est fortement carencé en protéines animales, en acides gras essentiels et en micronutriments comme le fer, la vitamine A ou le zinc (FAO et al., 2023a ; IPC, 2023). Cette prédominance des aliments riches en glucides mais pauvres en micronutriments est le reflet d'une hiérarchie alimentaire dans laquelle les produits plus

coûteux ou périssables (viande, fruits, laitages) sont marginalisés, notamment chez les ménages à faibles revenus (Headey & Alderman, 2019).

Une alimentation centrée sur les féculents : une base énergétique, mais pauvre en densité nutritionnelle

Figure 6 : Évolution de la disponibilité alimentaire en RDC



Source: FAO, 2025a

1.5.1 Une consommation différenciée par quintiles de richesse et zones géographiques

L'analyse par quintiles de revenu met en évidence de profondes inégalités dans l'accès à une alimentation diversifiée. Dans les quintiles supérieurs, les ménages ont une consommation plus régulière de poisson, de viande, d'œufs et de produits laitiers, avec une fréquence hebdomadaire allant jusqu'à quatre ou cinq fois par semaine. En revanche, dans les deux quintiles les plus pauvres, l'apport protéique est majoritairement végétal, issu des légumineuses et des haricots, avec une fréquence de consommation de protéines

animales inférieure à une fois par semaine (INS et al., 2019).

Géographiquement, les zones urbaines, notamment Kinshasa, Lubumbashi et Goma, présentent une plus grande diversité alimentaire, liée à la densité des marchés et à l'intégration commerciale. En revanche, les zones rurales enclavées et les provinces en conflit – comme l'Ituri, le Kasai et le Nord-Ubangi – affichent une consommation très monotone, avec peu d'accès aux fruits, légumes frais, ou produits enrichis (WFP, 2023c).

1.5.2 Contribution des produits forestiers non ligneux : une ressource cruciale mais invisible

Les enquêtes locales et ethnobotaniques soulignent le rôle central des produits forestiers non ligneux (PFNL) dans la sécurité alimentaire rurale. Chenilles, escargots, champignons, fruits sauvages, viande de brousse et gnetum constituent une source saisonnière et peu monétisée de protéines et de micronutriments (Mondo et al., 2024). Cette consommation, souvent sous-estimée dans les enquêtes nationales, est cruciale dans les zones forestières du Nord-Est et du bassin central du fleuve Congo. Des études récentes (Mondo et al., 2024 ; Van Vliet et al., 2019) soulignent que ces produits sont à la fois une source de protéines animales, de micronutriments et de revenus. Pourtant, leur contribution est largement sous-estimée dans les statistiques nationales, en raison de leur nature informelle et de leur consommation souvent hors-marché.

Ces aliments jouent un rôle de filet de sécurité alimentaire en période de soudure ou de crise. Toutefois, leur disponibilité est menacée par la déforestation, la perte de biodiversité, et l'accroissement des pressions foncières (Sunderland & O'Connor, 2020). Le recul des forêts et la régulation des filières de viande de brousse menacent la disponibilité de ces produits, en particulier dans les zones affectées par la déforestation et les déplacements de population.

1.5.3 Coût de l'alimentation saine et barrières économiques

Le coût d'une alimentation saine en RDC est estimé à environ 4 dollars par personne et par jour, pour la couverture des besoins en aliments nutritifs de base. Or, près de 80 % des ménages vivent avec moins de 2,15 dollar par jour (WB, 2025c). La grande majorité de la population congolaise – plus de 90 %, soit environ 90 millions de personnes – n'a pas les moyens de s'offrir une alimentation saine (FAO et al., 2024). Cette inadéquation entre revenu et coût nutritionnel explique la généralisation des régimes alimentaires pauvres en diversité, mais riches en calories. Ce type de régime constitue un « piège nutritionnel de la pauvreté », où la sous-consommation de nutriments compromet le développement physique et cognitif, réduisant ainsi les perspectives de sortie de la pauvreté (Headey & Ruel, 2020).

Cette dynamique illustre la pertinence du concept de sécurité alimentaire à quatre piliers (disponibilité, accès, utilisation, stabilité), tel que développé par Ingram (2011), en soulignant que l'accès économique est souvent le maillon faible dans les pays à revenu faible. En RDC, ce pilier est affaibli par la pauvreté structurelle, l'instabilité des prix et le manque de politiques publiques ciblées sur la nutrition.

Les systèmes alimentaires en RDC évoluent dans un contexte d'instabilité sécuritaire persistante, où les conflits armés, les violences communautaires, et les déplacements forcés de populations perturbent profondément les chaînes de production, de distribution et de consommation. Ces dynamiques, largement concentrées dans l'Est du pays, mais présentes dans d'autres régions, engendrent une vulnérabilité structurelle qui dépasse les dimensions purement économiques ou environnementales, en affectant directement l'ancrage territorial des systèmes alimentaires (Béné et al., 2016).

Dans la province du Nord-Kivu, par exemple, les données de FEWS NET (2023) indiquent une augmentation de 85 % du prix du maïs entre 2022 et 2023, rendant l'accès à une alimentation de base économiquement prohibitif pour les ménages déplacés et résidents. Cette flambée des prix, combinée à une désorganisation des marchés, contribue à un effondrement des filets de sécurité communautaires et à une érosion du pouvoir d'achat, aggravant la malnutrition.

1.5.4 Interactions complexes entre conflits, genre et insécurité alimentaire

Selon les données du Bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA, 2023), la RDC comptait plus de 6,9 millions de personnes déplacées internes (PDI) en 2023, principalement dans les provinces de l'Ituri, du Nord-Kivu, du Sud-Kivu et du Tanganyika. Ces déplacements sont le résultat de conflits armés entre groupes armés non étatiques, de violences intercommunautaires, de représailles militaires, ainsi que d'attaques ciblées contre des civils. Ils affectent directement les moyens de subsistance agricoles des ménages déplacés, mais également ceux des communautés hôtes, en exacerbant la pression sur les ressources naturelles, les terres, les marchés et les infrastructures sociales.

L'instabilité foncière qui en découle est particulièrement problématique pour les femmes et les jeunes, qui ont un accès déjà limité au foncier et aux dispositifs d'aide humanitaire (Peterman et al., 2014). Dans les camps de déplacés en Ituri, par exemple, Médecins Sans Frontières (UNICEF, 2023) a rapporté une prévalence de malnutrition aiguë globale de 19 %. L'analyse des interactions entre conflit armé, déplacement et insécurité alimentaire révèle des effets différenciés selon le genre et le statut socio-économique. Les femmes déplacées sont exposées à des risques accrus de malnutrition, de violences sexuelles, et d'exclusion dans les dispositifs d'assistance (Kinyanda et al., 2020). Elles assument souvent la responsabilité de la sécurité alimentaire des ménages, sans bénéficier de droits fonciers, de sécurité juridique ou d'accès aux intrants agricoles.

L'analyse du système alimentaire en RDC révèle une structure profondément marquée par des déséquilibres économiques, sociaux et écologiques. L'interaction systémique entre faible productivité agricole, pauvreté rurale persistante, sous-nutrition chronique, pressions démographiques et vulnérabilité climatique constitue un « nœud structurel » (Béné et al., 2016) qui entrave les trajectoires de transformation durable. Ce diagnostic met en évidence la nécessité d'une approche systémique de la réforme des politiques agricoles, fondée sur l'équité, la résilience et l'intégration multisectorielle. Le chapitre suivant examinera les leviers politiques, institutionnels et financiers susceptibles de lever ces blocages structurels et d'accélérer la transformation des systèmes alimentaires congolais dans une perspective de durabilité et de justice sociale.

Chapitre 2:

ALIGNEMENT DE LA FEUILLE DE ROUTE NATIONALE SUR LA TRANSFORMATION DES SYSTÈMES ALIMENTAIRES AUX POLITIQUES NATIONALES

2.1 Une Feuille de route nationale pour des systèmes alimentaires durables, inclusifs et résilients

En réponse à l'appel mondial lancé lors du Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires (UNFSS) en 2021, la RDC a initié un processus participatif de diagnostic et d'élaboration d'une Feuille de route nationale pour la transformation de ses systèmes alimentaires. Coordonné par la Task Force nationale sous l'égide de la Présidence, ce processus a mobilisé une diversité d'acteurs : institutions publiques, secteur privé, société civile, monde académique, ainsi que partenaires techniques et financiers.

L'objectif central de cette Feuille de route est de contribuer pleinement à la réalisation de la Vision présidentielle – la revanche du sol sur le sous-sol – en faisant de l'agriculture un moteur de développement inclusif, de résilience et de justice sociale, tout en accélérant les progrès vers les Objectifs de développement durable, en particulier l'ODD 2.

Le diagnostic réalisé a mis en évidence de multiples défis structurels : fragmentation institutionnelle, faibles investissements dans la productivité agricole et dans les infrastructures rurales, vulnérabilités climatiques croissantes, malnutrition endémique, inégalités d'accès aux ressources productives (notamment pour les femmes), déficit de gouvernance locale, et dépendance persistante aux importations alimentaires.

Pour répondre à ces défis, la RDC a structuré sa Feuille de route autour de cinq domaines d'action prioritaires, en cohérence avec la Politique Nationale de Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle (PNSAN) et les engagements pris dans le cadre du PDDAA et de l'Agenda 2063 de l'Union africaine. Cette Feuille de route vise à bâtir des systèmes alimentaires plus inclusifs, plus équitables et plus résilients, tout en renforçant la souveraineté alimen-

taire nationale. Elle s'inscrit dans un effort de convergence stratégique entre agriculture, nutrition, climat et développement rural.

Les domaines d'action sont interconnectés et appellent à une mise en œuvre intégrée : les interventions en faveur de l'agriculture sensible à la nutrition (domaine 1) ne peuvent réussir sans une gouvernance locale efficace (domaine 2) et une production résiliente face au changement climatique (domaine 3). De même, les infrastructures agricoles doivent être conçues avec des critères de durabilité environnementale (domaine 4), tandis que la transformation et la distribution alimentaire (domaine 1) dépendent de mécanismes de financement et de coordination efficaces (domaine 5). Cette approche systémique permet d'éviter les silos d'intervention et de promouvoir des synergies structurelles à travers les territoires.

2.2 Un portefeuille d'interventions efficaces alignées sur les cinq domaines d'action

Domaine #1

Nourrir tous les peuples : assurer l'accès universel à une alimentation saine, suffisante et nutritive

À travers ce domaine d'action, l'objectif visé est d'éliminer la faim et la malnutrition sous toutes ses formes, en garantissant un accès universel à des aliments abordables, sûrs et nutritifs. Cette approche repose non seulement sur l'augmentation de la disponibilité alimentaire, mais aussi sur la transformation des régimes alimentaires et la structuration de chaînes de valeur résilientes et équitables. En outre, la RDC a affirmé son engagement envers le droit à une alimentation adéquate, le reconnaissant comme un droit humain fondamental inscrit dans sa Constitution. Cette reconnaissance oriente les politiques publiques vers l'obligation de garantir une alimentation suffisante et appropriée à chaque citoyen, en particulier les plus vulnérables..

Accroître la disponibilité, l'accessibilité et la stabilité alimentaire à travers l'amélioration des capacités de production et de réduction des pertes post-récolte

Premièrement, la promotion de technologies améliorées de production, de transformation, de conservation et de conditionnement est essentielle pour améliorer la disponibilité et la stabilité des produits alimentaires locaux. La perte post-récolte atteint jusqu'à 30 % en Afrique subsaharienne. En RDC des études menées dans l'est du pays indiquent que 68 % des agriculteurs sont affectés par ces pertes, qui peuvent atteindre jusqu'à 20 % pour certaines cultures comme le maïs et les légumineuses durant le stockage (APHLIS, 2021). L'installation d'unités de transformation et de conservation en milieu rural a été expérimentée avec succès pour réduire les pertes post-récolte dans certains pays de la région (ex. au Burkina Faso et au Niger, notamment à travers des partenariats public-privés appuyés par des coopératives locales (Wiggins & Keats, 2014). Ces interventions sont de potentielles pistes pour la gestion de la problématique des pertes post-récolte en RDC.

Deuxièmement, l'amélioration de l'accès aux intrants agricoles passe par la subvention de leur prix, la création d'industries locales de production d'intrants, et la promotion de

réseaux de distribution efficaces. Ces mesures renforcent la résilience des petits producteurs face à la volatilité des prix et des marchés. Le renforcement de la connectivité nationale (routes, fleuves, pistes rurales) est une priorité pour garantir la fluidité des échanges agricoles (PNIA, Amaglobeli et al., 2024 ; Sandström et al., 2024).

Troisièmement, la biofortification et la fortification des aliments de base sont des stratégies efficaces dans les contextes de crise nutritionnelle chronique. En RDC, le manioc biofortifié est particulièrement pertinent. Mukendi et al. (2018) ont démontré l'efficacité des clones de manioc à pulpe jaune pour améliorer l'apport en vitamine A. La diffusion de ces variétés doit être accompagnée d'une réforme foncière et de mesures favorables à l'accès des femmes aux terres agricoles, comme le recommande également la PNSAN.

Quatrièmement, la consommation des produits locaux peut être renforcée à travers des incitations fiscales, des campagnes de promotion et de sensibilisation et l'intégration des produits dans les programmes de cantines scolaires. Les cantines locales approvisionnées par les petits producteurs constituent une stratégie efficace à la fois pour améliorer la nutrition des enfants, encourager la scolarisation et soutenir les économies locales (Bundy et al., 2018). Des études au Tchad, en Éthiopie et au Mali montrent que ces programmes sont particulièrement utiles en période de soudure ou de crise alimentaire.

Enfin, l'éducation nutritionnelle et les campagnes de changement social et comportemental (SBCC) sont indispensables pour promouvoir des habitudes alimentaires saines et culturellement adaptées. Des expériences menées au Nigéria par le programme Alive & Thrive ont permis d'améliorer sensiblement la diversité alimentaire des jeunes enfants grâce à des approches communautaires et multisectorielles (Allotey et al., 2022).

Ces interventions, qui vont de la production à la consommation en passant par la transformation et la distribution, s'appuient sur une vision intégrée. Elles renforcent les chaînes de valeur locales, encouragent l'inclusion économique des femmes et des jeunes, et promeuvent une approche fondée sur les droits humains. Le succès de leur mise en œuvre exige une coordination renforcée, un financement durable, et une capacité institutionnelle adaptée, en particulier au niveau territorial.

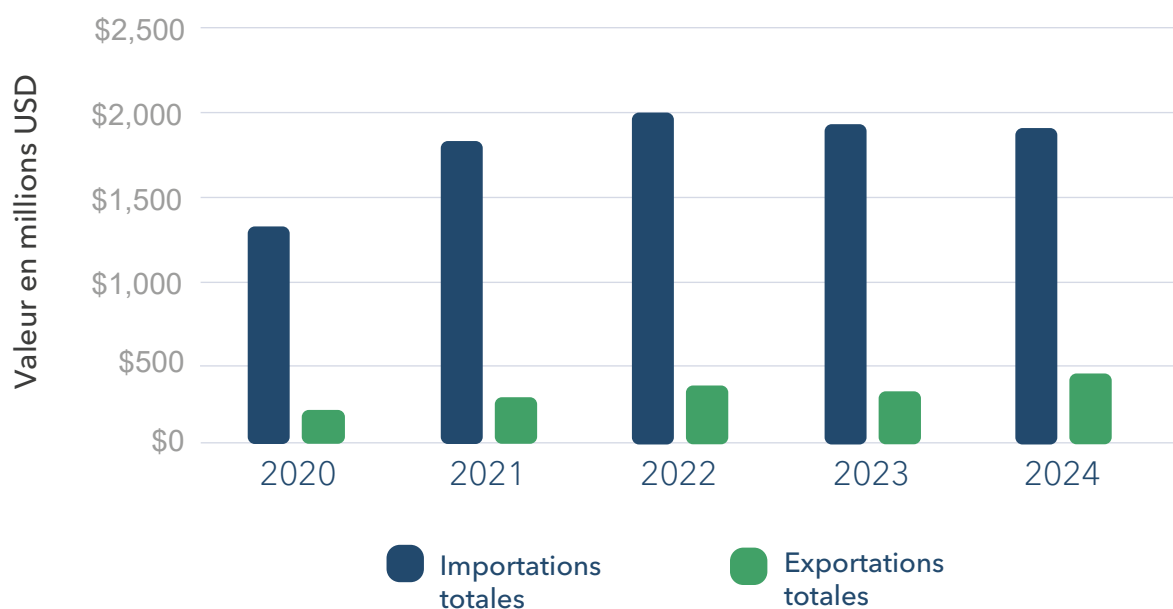
Domaine #2

Stimuler une production respectueuse de la nature

La transition vers une production alimentaire respectueuse de la nature représente une condition essentielle pour garantir à la fois la durabilité environnementale, la sécurité alimentaire, et la résilience climatique de la RDC. Alors que plus de 80 millions d'hectares de terres arables restent sous-exploités, la RDC connaît une forte dépendance aux importations alimentaires (Figure 7), une déforestation croissante et une dégradation rapide de ses écosystèmes, notamment due à l'agriculture itinérante sur brûlis (Tyukavina et al., 2018 ; Bamba et al., 2010). Cette situation reflète un déséquilibre profond entre potentiel agroécologique et trajectoire de développement agricole, que la Feuille de route entend inverser à travers un ensemble d'interventions fondées sur l'agroécologie et la gouvernance environnementale.

RDC connaît une forte dépendance aux importations alimentaires

Figure 7 : Commerce des produits agricoles et connexes de la RDC (2020-2024)



Source: Trade Data Monitor, LLC

Le cadre conceptuel du HLPE-FSN (2023) sur la transformation durable des systèmes alimentaires, qui met en avant le nexus entre sécurité alimentaire, environnement et bien-être social, guide l'analyse des interventions de ce domaine. Il souligne l'importance d'une intensification durable, de la circularité dans l'usage des ressources, et de la justice environnementale comme piliers d'un système productif renouvelé.

Renforcer l'agroécologie et la diversification des systèmes de culture

La promotion de pratiques agricoles respectueuses de l'environnement constitue le socle de cette transformation. En RDC, plusieurs recherches soulignent que l'agroforesterie, les jachères enrichies en légumineuses, la fertilisation organique et les rotations culturales peuvent accroître la productivité tout en restaurant les fonctions écologiques des sols (Hirsh et al., 2013 ; Nature-Faune, 2013). Des expérimentations menées dans les provinces du Kwilu et du Sud-Kivu ont démontré que l'introduction d'arbres fertilisants et l'agriculture en courbes de niveau permettent de réduire significativement l'érosion et d'accroître la fertilité (Mwate et al., 2023).

Par ailleurs, l'intégration de l'élevage en stabulation et de l'agriculture à cycles courts peut améliorer la résilience des systèmes vivriers tout en réduisant la pression sur les forêts (Njisu & Ajonina, 2011; Hirsh et al., 2013). Ces pratiques, lorsqu'elles sont accompagnées de formations techniques et de dispositifs de conseil agricole, permettent une transition effective vers des modèles moins extractifs et plus circulaires.

Valoriser les cultures sous-utilisées et les connaissances endogènes

La valorisation des cultures traditionnelles et résilientes – telles que le fonio, l'amarante ou le niébé – constitue une réponse locale aux stress climatiques, à la malnutrition et à la dépendance aux importations. Ces cultures, riches en micronutriments, adaptées aux conditions agroécologiques locales et demandant peu d'intrants, sont encore marginalisées dans les politiques agricoles (Gerstl et al., 2013). Leur intégration dans les systèmes de production et les chaînes de valeur peut contribuer à une agriculture plus autonome, plus nutritionnelle et plus respectueuse des écosystèmes.

Cette diversification doit s'accompagner d'une reconnaissance du rôle des communautés dans la gestion des ressources naturelles. L'implication des savoirs locaux dans la conception des pratiques agricoles et des systèmes d'aménagement du territoire est essentielle à la légitimité et à la durabilité des réformes (Riddell, 2013 ; Hirsh et al., 2013). Pour la conservation des mangroves en Afrique de l'Ouest et du Centre par exemple, le développement d'institutions locales de gestion des ressources naturelles et une approche participative sont essentiels (Njisuh & Ajonina, 2011).

Renforcer la gouvernance foncière, environnementale et territoriale

L'accès équitable à la terre, la sécurisation des droits fonciers et la reconnaissance des usages coutumiers sont des prérequis à tout changement de modèle agricole. Une réforme foncière inclusive et transparente est attendue pour appuyer les producteurs familiaux, en particulier les femmes et les jeunes, dans la mise en œuvre de pratiques durables (Ongona & Lescuyer, 2017).

En parallèle, la planification intégrée du territoire est indispensable pour concilier développement agricole, préservation des écosystèmes forestiers et besoins démographiques croissants. Une étude de Kengoum et al. (2020) montre que les approches de gestion intégrée des paysages, intégrant les variables démographiques, permettent une réduction de la fragmentation forestière et une optimisation des usages agricoles.

Mobiliser les mécanismes de financement innovants et climatiques

Les mécanismes de financement de la transition agroécologique demeurent encore limités en République démocratique du Congo. La mobilisation de financements innovants – tels que les crédits carbone volontaires, les paiements pour services écosystémiques (PSE) ou les programmes REDD+ – constitue néanmoins une voie prometteuse pour accompagner les transformations agricoles durables, en complément des financements publics classiques.

En RDC, plusieurs programmes REDD+ de grande envergure ont été mis en œuvre, notamment à travers le Fonds National REDD+ (FONAREDD), qui finance des initiatives telles que les Programmes Intégrés REDD+ (PIREDD) dans les provinces de l'Équateur, de la Mongala, du Kwilu et du Maniema. Ces projets ont permis de promouvoir l'agriculture durable, la reforestation et des mécanismes de partage des bénéfices avec les communautés locales (FONAREDD, 2023 ; CAFI, 2023). Ils ont également contribué à renforcer les capacités institutionnelles de suivi environnemental et à structurer une gouvernance multi-acteurs.

Parallèlement, la prolifération des projets de crédits carbone volontaires – couvrant aujourd’hui plus de 50 millions d’hectares – illustre l’intérêt croissant pour ce type de financement. Toutefois, leur efficacité reste sujette à débat. Des études récentes pointent un manque de cadre réglementaire robuste et des incertitudes quant à leur réel impact sur la réduction de la déforestation ou l’amélioration des moyens de subsistance locaux (Canon, 2024). Ces projets peuvent représenter un levier significatif s’ils s’inscrivent dans une stratégie nationale cohérente et s’ils assurent des garde-fous contre les effets pervers.

De manière générale, bien que ces mécanismes aient permis des avancées notables, leur succès reste conditionnel. Il dépend fortement de plusieurs facteurs clés : la transparence dans l’allocation des revenus carbone, la clarification des droits fonciers, l’existence de mécanismes équitables de partage des bénéfices, ainsi que l’implication effective des communautés locales dans la conception et la mise en œuvre des projets (Biedenkopf & Steinlein, 2023 ; Atmadja et al., 2023)

Repenser les institutions de conseil, la recherche et l’innovation

La faiblesse du système de recherche-développement et la désarticulation entre innovation, vulgarisation et adoption limitent l’impact des bonnes pratiques. Des plateformes multi-acteurs, associant instituts de recherche, agriculteurs, secteur privé et autorités locales, peuvent catalyser l’émergence de solutions adaptées aux contextes agroécologiques congolais. Des cas pilotes dans le Sud-Kivu, appuyés par le CIRAD et l’INERA, ont démontré la pertinence d’approches co-construites de recherche-action (Ragasa et al., 2014).

Domaine #3

Moyens de subsistance équitables et autonomisation des communautés

Ce domaine d’action vise à soutenir l’élimination de la pauvreté par la promotion du plein emploi productif et du travail décent pour tous les acteurs de la chaîne de valeur alimentaire. Il s’agit de réduire les risques économiques des plus pauvres, favoriser l’entrepreneuriat, corriger les inégalités d’accès aux ressources et améliorer la répartition de la valeur. L’objectif est de garantir que les systèmes alimentaires ne laissent personne de côté, en renforçant la résilience par des mécanismes de protection sociale, l’accès équitable à la terre, l’inclusion financière, l’autonomisation des femmes et des jeunes, ainsi que la reconnaissance du rôle des communautés dans la gouvernance des ressources.

En RDC, la majorité de la population dépend de l’agriculture pour sa subsistance, mais évolue dans des systèmes fortement informels, précaires et marqués par de profondes inégalités structurelles. Une stratégie efficace repose sur une approche holistique articulant justice sociale, gouvernance inclusive et résilience économique.

Sécuriser l’accès à la terre est un impératif. Moins de 15 % des femmes sont propriétaires foncières, et l’insécurité des droits coutumiers constitue un frein majeur à l’investissement productif. Des études en Afrique centrale montrent que la reconnaissance des droits communautaires sur les forêts améliore les moyens de subsistance et réduit les conflits (Nature-Faune, 2013 ; Ongona & Lescuyer, 2017). En RDC, des mécanismes inspirés des

forêts communautaires camerounaises et adaptés aux contextes locaux pourraient renforcer la gouvernance foncière participative, sous réserve d'une simplification des procédures et d'un accompagnement technique adéquat. Dans le contexte de la conservation, il est fondamental de comprendre les systèmes de subsistance locaux avant toute intervention de projet et de surveiller fréquemment leurs impacts sur les moyens de subsistance. Il est également essentiel de reconnaître les capitaux qui ne sont pas toujours remplaçables ou échangeables et dont les mécanismes d'accès évoluent constamment (Riddell, 2013). À cet effet, l'implication des membres de la communauté dans la conception d'interventions de subsistance appropriées et de plans de gestion des ressources naturelles constitue la clé.

La diversification des moyens de subsistance avec des activités économiques à cycle court (élevage, aviculture, aquaculture, transformation artisanale) permet d'alléger la pression sur les écosystèmes et de créer des emplois productifs. Le développement de petits élevages (poulets, porcs, poissons) a démontré son potentiel pour accroître les revenus, améliorer la sécurité alimentaire et réduire la dépendance à la chasse ou à l'agriculture sur brûlis (Njisuh et al., 2011). Toutefois, ces activités doivent être soutenues par des filets sociaux productifs, des appuis techniques et une meilleure accessibilité aux marchés locaux.

L'inclusion financière des petits producteurs – via les mutuelles rurales, les banques communautaires, ou les crédits adaptés – est déterminante pour rompre le cycle de la pauvreté et de la faim. Le soutien aux coopératives et aux organisations de base favorise la mutualisation des risques, l'accès aux intrants, à la formation et aux débouchés commerciaux. Des dispositifs d'épargne et de crédit villageois ont permis d'augmenter de 45 % les investissements agricoles dans le cadre du projet PRODAIRE (IFAD, 2019). L'expérience du programme Tuungane montre toutefois que l'impact réel dépend d'une prise en compte des dynamiques sociales locales, notamment en matière de genre (Kyamusugulwa et al., 2019). Par ailleurs, promouvoir le travail décent suppose l'amélioration des conditions de travail, la reconnaissance des maladies professionnelles (notamment dans les filières de transformation de céréales, (Ngombe et al., 2018), et l'accès aux services de santé et de protection sociale. L'augmentation de la productivité des petites exploitations par la mécanisation appropriée, les innovations agroécologiques et la réduction du nombre d'intermédiaires dans les filières sont autant de leviers pour améliorer les revenus des producteurs (Hirsh et al., 2013 ; Comptour et al., 2019).

Enfin, l'autonomisation des communautés repose sur la participation active aux processus de planification et de gestion des ressources naturelles. L'implication des groupes sociaux – en particulier les femmes, les jeunes, les groupes autochtones – dans la gouvernance locale est essentielle pour assurer la légitimité des actions de développement (Riddell, 2013). Le renforcement des capacités des institutions locales est vital pour une gestion durable des ressources naturelles (Njisuh & Ajonina, 2011). Des dispositifs comme les comités de développement villageois (CDV), expérimentés en RDC dans le cadre du programme Tushiriki, montrent l'intérêt d'approches participatives décentralisées, à condition de renforcer les capacités institutionnelles locales et de limiter l'imposition de structures bureaucratiques inadaptées (Kyamusugulwa et al., 2019 ; Nature-Faune, 2013). Par ailleurs, l'allocation d'une partie des revenus issus des ressources naturelles aux communautés locales – comme dans certaines initiatives REDD+ – peut générer des investissements communautaires à fort impact social (Kengoum et al., 2024).

Domaine #4

Renforcer la résilience face aux chocs et au stress

La RDC demeure l'un des contextes les plus fragiles du continent africain en raison de la combinaison simultanée de conflits prolongés, de perturbations climatiques, de chocs sanitaires et économiques, ainsi que de l'érosion progressive des ressources naturelles. Dans un tel contexte, la résilience ne peut être appréhendée uniquement comme une capacité à revenir à l'état antérieur à la crise, mais plutôt comme un processus transformationnel, soutenu par des mécanismes adaptatifs, permettant aux systèmes alimentaires de continuer à fonctionner malgré les perturbations, et aux populations de maintenir ou d'améliorer leurs conditions de vie.

Sur le plan conceptuel, cette approche s'appuie sur les travaux du HLPE (2020) et sur le modèle du Global Network Against Food Crises, qui définissent la résilience comme la capacité à prévenir, à absorber, à s'adapter et à se transformer face aux chocs. Elle se décline dans la Feuille de route de la RDC à travers quatre dimensions : économique, sociale, environnementale et institutionnelle.

D'un point de vue économique, la résilience suppose la mise en place de systèmes d'alerte précoce efficaces, multisectoriels, territorialisés et capables d'intégrer les données météorologiques, sanitaires et de marchés. Les expériences du système IPC en Éthiopie ou au Sahel ont montré que l'anticipation des crises alimentaires par ces dispositifs réduit significativement les délais d'intervention et permet une allocation plus efficiente des ressources (FAO, 2022). Par ailleurs, la mise en place de réserves alimentaires stratégiques communautaires dans plusieurs territoires du Haut-Katanga et du Kasai, en partenariat avec le PAM, a permis de stabiliser les prix en période de soudure et de limiter les mouvements migratoires liés à la faim (WFP, 2023c). En ce qui concerne, les moyens de subsistance en général, Comptour et al. (2019) soulignent que la diversification des activités (agriculture, pêche, emploi hors ferme) permet aux populations de bénéficier de différentes ressources naturelles et de diminuer les risques en répartissant les sources de revenus, augmentant ainsi leur flexibilité et leur résilience face au changement. L'exemple de l'agriculture de décrue illustre cette résilience où les populations se tournent vers d'autres activités en cas de perturbation, indiquant la résilience des moyens de subsistance multi-activités.

Au niveau social, la résilience repose sur des dispositifs de filets sociaux adaptatifs, notamment les transferts monétaires d'urgence, les programmes de nutrition communautaire et les cantines scolaires. Le programme de protection sociale mis en œuvre par la Banque mondiale entre 2020 et 2022 en milieu urbain a démontré une amélioration de la sécurité alimentaire pour plus d'un million de bénéficiaires et une capacité accrue à entreprendre des activités génératrices de revenus (WB, 2022b). De plus, les recherches de Kohli et al. (2014) soulignent que les réseaux de solidarité communautaire, combinés à un soutien psychosocial, jouent un rôle fondamental pour reconstruire le tissu social dans les zones affectées par les conflits, en particulier chez les femmes et les enfants. Également, Ventevogel et al. (2013) ont mis en avant l'importance des systèmes de soutien social naturels déjà en place au niveau local et le renforcement de la cohésion et du capital social au sein des communautés pour aider à faire face au stress et au deuil.

D'un point de vue environnemental, les pratiques agricoles traditionnelles de la RDC, bien que souvent non intensives, présentent une diversité inter- et intra-spécifique qui contri-

bue à la résilience écologique. Empereire et al. (2010) ont démontré que cette diversité permet une adaptation locale aux contraintes pédoclimatiques tout en favorisant la souveraineté alimentaire. Des expérimentations menées dans l'est de la République démocratique du Congo ont montré que l'introduction de systèmes agroforestiers, notamment l'association du manioc ou du maïs avec des espèces comme *Pentaclethra macrophylla* ou *Acacia auriculiformis*, peut contribuer à améliorer la productivité agricole dans des contextes de sols dégradés. Une étude conduite dans le bassin du Congo a documenté des hausses significatives de rendement, notamment à des densités modérées de plantation (625 arbres/ha), comparées aux monocultures vivrières (Mapenzi et al., 2024).

En parallèle, des pratiques telles que la jachère améliorée, les engrais verts, et l'agriculture de conservation – incluant le semis direct et la couverture végétale – sont promues dans les hautes terres du Sud-Kivu pour restaurer la fertilité des sols et accroître la résilience des systèmes agricoles. Bien que les retours de terrain fassent état d'effets positifs sur les rendements, les données quantitatives systématiques demeurent encore limitées (Scholle, 2015).

Ces constats rejoignent les résultats de plusieurs méta-analyses menées en Afrique subsaharienne. Par exemple, Place et al. (2012) montrent que les systèmes agroforestiers intégrant des légumineuses arborescentes comme *Gliricidia sepium* ou *Sesbania sesban* peuvent augmenter les rendements du maïs de 50 à 100 % sur des sols fortement appauvris. De même, la revue systématique de Castle et al. (2021) met en évidence un impact globalement positif des interventions agroforestières sur les rendements agricoles, tout en soulignant une hétérogénéité marquée des résultats et la nécessité de renforcer la robustesse méthodologique des études disponibles.

Sur le plan institutionnel, les dispositifs de gouvernance locale jouent un rôle central dans la résilience. L'expérience du programme Tushiriki au Sud-Kivu montre que l'implication des comités de développement villageois dans la gestion des projets de relèvement favorise l'appropriation locale, renforce la transparence et contribue à prévenir les conflits liés à l'allocation des ressources (Kyamusugulwa et al., 2019). Ces démarches participatives doivent s'accompagner d'un renforcement des capacités techniques et administratives des collectivités locales et d'un appui structurel à la décentralisation effective.

En complément, la résilience doit aussi être pensée comme un processus de reconstitution des ressources : ressources matérielles (terre, capital, outils), sociales (réseaux, entraide), institutionnelles (cadres de gouvernance), mais aussi culturelles. Le modèle COR (Conservation of Resources Theory) de Hobfoll, mobilisé dans les contextes post-conflit, montre que les individus ayant pu préserver ou reconstituer leurs ressources après un traumatisme disposent d'une plus grande capacité d'adaptation (Hobfoll et al., 2018).

Ainsi, renforcer la résilience en RDC requiert une vision intégrée et systémique, mobilisant à la fois les dimensions biophysiques, économiques, sociales et politiques des systèmes alimentaires. Il s'agit d'un chantier structurant qui doit s'ancrer dans les plans provinciaux de développement, reposer sur des financements pérennes, et bénéficier d'une coordination forte entre l'État, les collectivités locales, les acteurs humanitaires et les communautés. L'avenir de la sécurité alimentaire congolaise dépend de cette capacité à articuler court terme et transformation structurelle.

Domaine #5

Moyens de mise en œuvre : gouvernance, capacités et financement

Dans le contexte congolais, marqué par une faible coordination institutionnelle, une décentralisation encore embryonnaire et une dépendance persistante aux financements extérieurs, la mise en œuvre effective de la Feuille de route nationale pour la transformation des systèmes alimentaires repose sur une réarticulation stratégique des leviers de gouvernance, de renforcement des capacités, d'allocation des ressources financières et de production de connaissances adaptées.

La littérature sur les transitions agroécologiques met en lumière que les transformations durables dans le secteur alimentaire ne peuvent aboutir sans un engagement institutionnel soutenu et une gouvernance polycentrique, c'est-à-dire partagée entre plusieurs niveaux d'acteurs et de responsabilités (Ingram, 2011 ; Scoones et al., 2020). En République démocratique du Congo, les dispositifs actuels souffrent d'un cloisonnement ministériel, d'une faible horizontalité des dialogues entre niveaux central et provincial, et d'un déficit de mécanismes de redevabilité. Ces faiblesses entravent non seulement l'efficacité des politiques agricoles et nutritionnelles, mais aussi leur ancrage territorial. La formalisation de plateformes multi-acteurs, dotées de ressources stables et de mandats clairs, apparaît ainsi comme une condition nécessaire pour permettre l'intégration des politiques, la coordination entre bailleurs et la participation active des communautés locales (Poulton et al., 2010 ; FAO et al., 2023b).

Le renforcement des capacités humaines et organisationnelles constitue un autre pilier incontournable. Comme l'a montré Ragasa et al. (2014), la RDC présente des lacunes critiques en matière de planification stratégique, de suivi-évaluation, et de gestion des politiques agricoles. Il est donc impératif de concevoir un plan de développement des capacités sur le long terme, articulant formation initiale, formation continue et apprentissage organisationnel. L'expérience du programme METASIP au Ghana, fondé sur un ancrage territorial de la formation, montre que lorsque les dispositifs d'appui technique sont intégrés dans des systèmes locaux, la performance institutionnelle s'en trouve significativement accrue (Benin, 2014). En RDC, cette démarche suppose de mobiliser les universités nationales, de doter les services déconcentrés de moyens logistiques et humains adéquats, et de reconnaître la diversité des savoirs paysans comme vecteurs d'innovation.

En matière de financement, les marges de manœuvre demeurent contraintes par une forte dépendance à l'aide internationale et un faible niveau de mobilisation des ressources domestiques. Pourtant, la mobilisation de ressources pérennes et diversifiées est essentielle à la soutenabilité des interventions. Les travaux de Badiane et Collins (2016) plaident pour une programmation budgétaire pluriannuelle fondée sur des arbitrages intersectoriels explicites et alignée sur les priorités agricoles et nutritionnelles. Dans le contexte congolais, les dispositifs de financement innovants, tels que les mécanismes liés au climat (REDD+, Fonds Vert pour le Climat), combinés à des modèles contractuels communautaires, ont montré leur potentiel pour renforcer l'appropriation locale et améliorer l'efficacité des dépenses (Hirsh et al., 2013).

Par ailleurs, la question des connaissances et de l'innovation appelle une réflexion critique sur les formes de savoirs mobilisées. L'approche descendante des politiques agricoles a souvent marginalisé les savoirs locaux, pourtant essentiels à l'adaptation écologique. Empeaire et al. (2010) recommandent de favoriser la co-production des connaissances

à travers des dispositifs de recherche participative, fondés sur des logiques d'égalité épistémique entre chercheurs, agriculteurs et institutions. Dans le même esprit, l'établissement de systèmes d'information de marché (SIM) communautaires peut favoriser la transparence dans les échanges, réduire les asymétries d'information, et soutenir une meilleure valorisation des productions locales, comme le montre l'analyse du système de marché de la volaille en République démocratique du Congo, qui souligne le rôle clé d'un accès renforcé à l'information pour améliorer la compétitivité des producteurs locaux et réduire leur dépendance aux importations (USAID, 2021).

Enfin, la mise en œuvre ne peut réussir sans un cadre robuste de suivi-évaluation, de transparence et de redevabilité. L'absence de mécanismes systématiques de remontée d'informations, couplée à une faible capacité de traitement des données, fragilise l'évaluation de l'impact réel des politiques. Construire des systèmes d'information multisectoriels intégrés, ouverts à la participation des communautés, est un impératif pour une gouvernance fondée sur l'évidence et la confiance. Cela nécessite aussi une évolution culturelle des institutions, où l'évaluation ne soit plus perçue comme un contrôle mais comme un levier de performance collective.

Chapitre 3:

PROJETS ET FINANCEMENTS AU SERVICE DE LA TRANSFORMATION DES SYSTÈMES ALIMENTAIRES EN RDC : ENTRE RÉPONSE D'URGENCE ET TRANSITION SYSTÉMIQUE

Face aux multiples crises - alimentaire, nutritionnelle, sécuritaire et humanitaire et climatiques - que traverse la RDC, les initiatives des partenaires techniques et financiers (PTF) occupent une place déterminante dans l'architecture de réponse nationale. Toutefois, au-delà de leur volume, ce sont la nature, la cohérence et le degré d'alignement de ces projets avec les politiques nationales qui en déterminent l'impact réel sur la transformation durable des systèmes alimentaires.

À partir d'un recensement de douze projets phares financés par des institutions telles que le FIDA, la Banque Africaine de Développement (BAD), l'Union européenne, la GIZ, la Banque Mondiale et l'AFD, ce chapitre analyse et propose une lecture critique de leur pertinence systémique. Elle examine dans quelle mesure ces initiatives articulent des actions en faveur de la durabilité productive, de l'amélioration de la nutrition, de la gestion environnementale, de l'inclusion sociale et du renforcement des capacités communautaires. Au-delà des caractéristiques techniques, l'analyse identifie également les interventions clés freinées par un déficit de financement, malgré leur potentiel avéré d'impact à l'échelle.

Parallèlement, ce chapitre interroge la trajectoire de l'aide publique au développement (APD) dans le secteur de la sécurité alimentaire en RDC. Loin d'être neutre, la dynamique des financements reflète une tension persistante entre réponse humanitaire d'urgence et investissement de long terme dans la transformation des systèmes. Cette dichotomie interroge les choix d'allocation, la répartition des flux entre subventions et prêts, et la priorisation sectorielle dans un pays pourtant doté de ressources agro-écologiques considérables.

En croisant l'analyse des projets et celle des flux financiers (Tableau 1), ce chapitre ambitionne de dégager une lecture stratégique de l'état actuel des interventions et de proposer des pistes concrètes pour renforcer la cohérence, l'équité et la résilience des systèmes alimentaires en RDC. Il s'inscrit ainsi dans la continuité des chapitres précédents en illustrant par des exemples concrets les leviers d'action, les blocages structurels et les opportunités de mise à l'échelle identifiées dans la Feuille de route nationale.

Tableau 1 : Panorama des interventions des partenaires techniques et financiers en appui à l'agriculture, la nutrition et la résilience en RDC

Nom du projet	Objectif principal	Nexus intégré (SA-Nut-Res)	Zones d'intervention	Approche genre et jeunes	Innovation / durabilité
PADRIR - FIDA	Infrastructures et productivité agricole	Oui	Kasaï Central, Kasaï Oriental, Lomami	Oui	Énergies renouvelables, chaînes locales
PURPA - BAD	Relance et résilience agricole post-crise	Partiel	Kasaï, Kasaï Central, Kasaï Oriental, Kongo Central, Kwilu, Lomami, Maniema, Nord Kivu, Sud Kivu, Tshopo, Haut Lomami	Oui (60 % femmes)	Semences climato-intelligentes
PADCV-PTA - BAD	Chaînes de valeur agroalimentaires	Oui	Kongo Central, Kwango, Mai-Ndombe, Kasaï Oriental, Lomami, Sud-Kivu.	Oui	Hydro-agriculture, accès à l'eau
AVENIR - FIDA	Entrepreneuriat rural durable	Oui	Kongo Central, Kwango, Kwilu, Maindombe, Kinshasa	Oui (50 % femmes)	Agroécologie, ports fluviaux
GP-SAEP - FIDA	Systèmes alimentaires de proximité	Oui	Kasaï Oriental, Lomami	Partielle	Transformation locale, nutrition
RENUGL - Banque Mondiale/FAO	Résilience et nutrition région des Grands Lacs	Oui	Sud Kivu, Tanganyika	Oui	Éducation, crédit numérique
PMVD-SFDR - AFD	Agroforesterie et gestion des forêts	Oui	Bandundu, Kasaï	Faible	Reforestation, systèmes agroforestiers
DeSIRA-RDC - UE/CIRAD	Agriculture résiliente et conservation	Oui	Sankuru	Non précisé	Forêts équatoriales
PRODAN - BAD	Développement agro-industriel	Partiel	Lomami, Ngandajika	Oui	Fortification alimentaire
Programme GIZ Forêts	Conservation et biodiversité	Non	Kinshasa, Maniema, Sud-Kivu	Faible	Gestion forestière
PRODAN - BAD	Transformation agricole locale	Oui	Lomami, Ngandajika	Oui	Transformation semi-industrielle
AVENIR - UE	Entrepreneuriat agricole local	Oui	Kongo Central, Kwango, Kwilu, Maindombe, Kinshasa	Oui	Chaînes de valeur et financements

3.1 Pertinence systémique des projets financés : une dynamique inégale d'intégration du nexus

L'intégration du nexus sécurité alimentaire - nutrition - résilience dans les projets de développement représente une condition essentielle à la transformation durable des systèmes alimentaires. La littérature récente démontre que des approches sectorielles isolées sont inefficaces pour répondre aux défis multidimensionnels posés par les crises alimentaires et climatiques, en particulier dans les contextes fragiles comme celui de la RDC (Fanzo et al., 2021 ; HLPE, 2019 ; Laborde et al., 2020). L'analyse de la matrice des projets révèle que si 75 % des projets affichent une certaine cohérence avec ce nexus, seuls quelques-uns mettent en œuvre des interventions multisectorielles pleinement intégrées.

Des projets comme AVENIR (UE) ou RENUGL (BAD-UE-PAM) apparaissent comme des modèles de convergence : ils articulent production durable, inclusion sociale, nutrition communautaire et renforcement des capacités locales. Ces projets traduisent concrètement les recommandations du Groupe d'experts de haut niveau (HLPE, 2019), qui préconise une gouvernance ancrée dans les territoires, fondée sur la participation des communautés et la diversification des sources de revenus. D'autres initiatives comme GP-SAEP promeuvent une agroécologie orientée vers la nutrition, avec un accent sur la consommation locale et la valorisation de produits transformés sur place, un levier reconnu pour renforcer les économies rurales et la résilience des chaînes alimentaires (FAO, 2021 ; IFPRI, 2021).

3.1.1 Une répartition asymétrique des approches selon les bailleurs

La typologie des projets révèle également une fragmentation des stratégies selon les bailleurs. L'Union européenne se distingue par une logique systémique territorialisée, combinant infrastructures, formation, agriculture durable, genre et nutrition. À l'inverse, la Banque Africaine de Développement (BAD) tend à privilégier une approche par chaînes de valeur structurantes, avec un accent sur la productivité, l'irrigation et l'agro-industrialisation, comme en témoigne le projet PADCV-PTA.

Cette fragmentation reflète un désalignement partiel entre les logiques d'aide et la vision nationale portée par la Politique Nationale de Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle (PN-SAN). Comme le soulignent Ragasa et al. (2014), l'efficacité des investissements dépend moins de leur montant que de leur capacité à être intégrés dans un cadre institutionnel cohérent, à l'interface entre les ministères, les bailleurs et les acteurs locaux.

3.1.2 Innovations et résilience : un potentiel encore peu exploité

Plusieurs projets introduisent des innovations pertinentes : énergies renouvelables dans les marchés ruraux (PADRIR), agroforesterie à grande échelle (PMVD-SFDR), technologies de fortification alimentaire (PRODAN), ou financement rural digitalisé (RENUGL). Ces éléments correspondent aux recommandations de la FAO (2022) sur les « good practices

» de résilience climatique, ainsi qu'aux principes du Green Climate Fund (GCF) concernant la transformation systémique des filières rurales. Pourtant, ces innovations restent souvent expérimentales et cantonnées à quelques provinces, faute de mécanismes de mise à l'échelle ou de transferts inter-projets.

Par ailleurs, l'articulation avec les savoirs locaux et les pratiques agropastorales traditionnelles est encore marginale. Or, des recherches menées dans le bassin du Congo ont mis en évidence la résilience intrinsèque de certains systèmes agricoles traditionnels face aux aléas climatiques, du fait de leur biodiversité cultivée et de leur plasticité sociotechnique (Emperaire et al., 2010 ; Comptour et al., 2019 ; Sonwa et al., 2022).

3.1.3 Inclusion sociale et équité : des progrès relatifs mais encore sélectifs

Sur le plan de l'équité, la majorité des projets identifient des objectifs explicites en faveur des femmes rurales. Par exemple, PURPA (BAD) vise une participation féminine de 60 % dans la distribution d'intrants ; AVENIR (UE) cible l'autonomisation de 2,6 millions de bénéficiaires, dont 50 % de femmes. Ces démarches s'inscrivent dans une reconnaissance croissante du rôle des femmes dans les systèmes alimentaires et la nutrition. Toutefois, l'inclusion des jeunes ruraux, des peuples autochtones ou des acteurs de l'économie informelle reste marginale.

Comme l'analysent Kyamusugulwa et al. (2019), les dynamiques d'inclusion dans les projets de développement en RDC échouent souvent à transformer les rapports sociaux de pouvoir lorsqu'elles ne s'attaquent pas aux normes sociales sous-jacentes ou à la gouvernance foncière discriminatoire. Une stratégie inclusive exige donc d'intégrer le renforcement des capacités organisationnelles locales, la sécurisation foncière des exploitants familiaux et des dispositifs participatifs sensibles au genre et à l'âge.

Cette analyse montre que les projets de développement en RDC ont commencé à intégrer le nexus sécurité alimentaire – nutrition – résilience, mais de manière encore fragmentée. Pourtant, la cohérence intersectorielle, la scalabilité des innovations, et l'inclusion structurelle des groupes marginalisés restent les défis majeurs.

La suite du chapitre interrogera les logiques financières sous-jacentes à ces projets : comment orienter les flux d'aide vers une véritable transformation systémique ? Quels types de financements soutenir pour sortir de la logique d'urgence permanente ?

3.2 **Dynamiques de l'aide publique au développement (APD) : entre urgence et transformation systémique**

La trajectoire de l'aide publique au développement (APD) reçue par la RDC dans les domaines de la sécurité alimentaire, de la nutrition et de la résilience climatique révèle une tension structurelle entre des interventions à court terme de nature humanitaire et des investissements structurels visant la transformation des systèmes alimentaires. Si cette tension n'est pas propre à la RDC, elle y prend une acuité particulière, au regard de la

récurrence des crises, de la faiblesse des institutions locales et de la fragmentation des interventions.

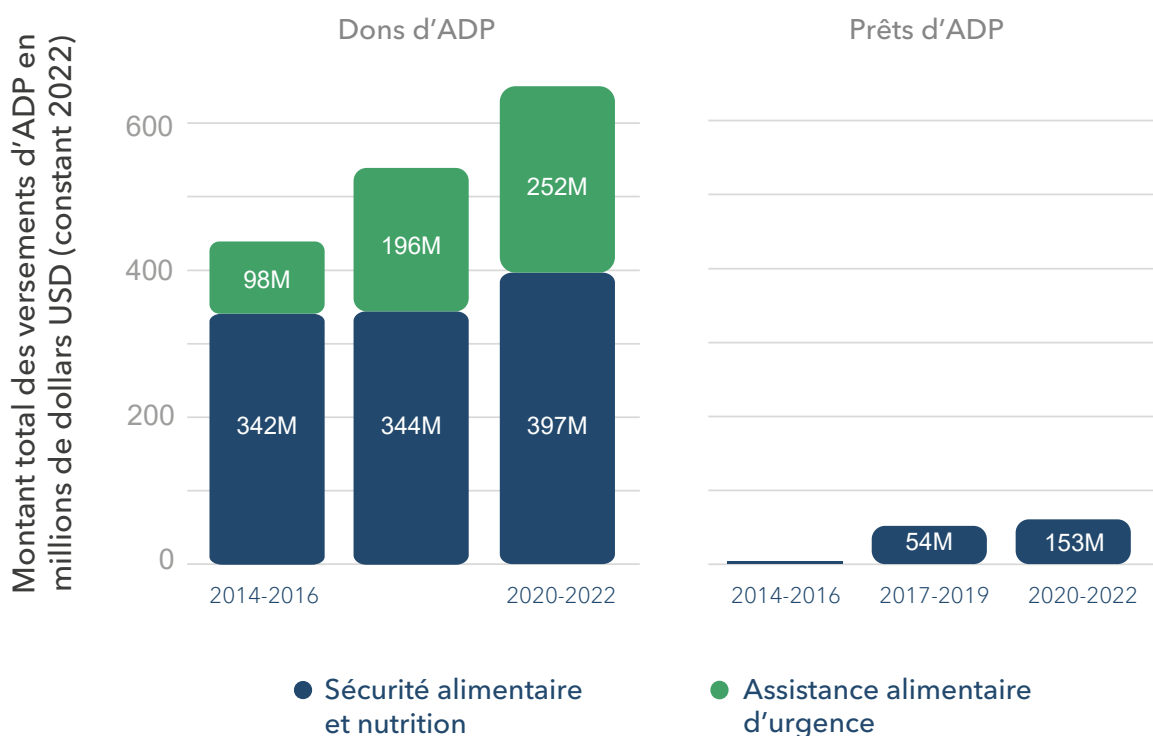
3.2.1 Une croissance de l'APD dominée par l'urgence

Selon les données de l'Organisation de coopération et de développement économiques (Figure 8), la RDC a vu croître le volume de l'APD reçue au cours de la dernière décennie, avec une prédominance des subventions sur les prêts. Toutefois, cette augmentation s'est principalement concentrée sur l'aide alimentaire d'urgence, reflétant une approche réactive davantage que anticipatrice. Près de 40 % des financements alloués à la sécurité alimentaire entre 2020 et 2022 (Figure 8) relèvent de l'aide humanitaire, avec une concentration sur les provinces de l'Est (WFP, 2023c).

Cette tendance est critiquée par de nombreux auteurs (Maxwell et al., 2019 ; IFPRI, 2023), qui soulignent que la prépondérance des aides ponctuelles peut affaiblir les dynamiques endogènes de transformation. L'aide d'urgence répond à des besoins critiques immédiats, mais ne réduit pas durablement la vulnérabilité structurelle des systèmes alimentaires.

L'aide alimentaire d'urgence continue d'accroître lorsque les investissements à long terme stagnent

Figure 8 : Financement historique de l'aide alimentaire d'urgence et investissement à long terme dans la sécurité alimentaire et la nutrition en RDC



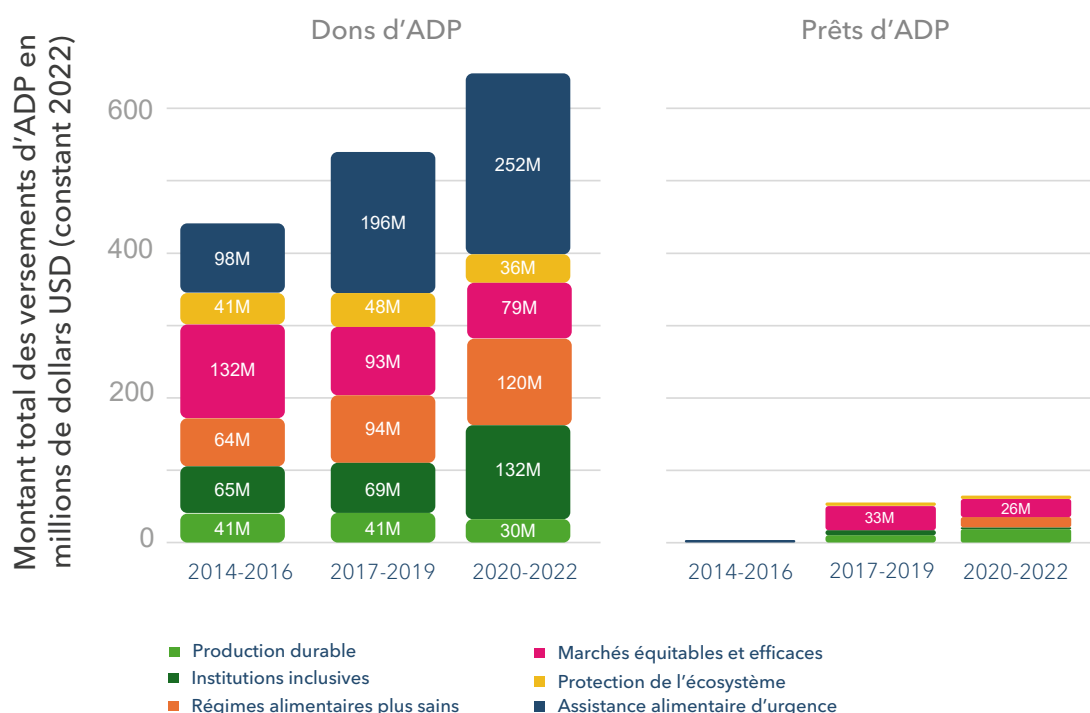
Source : Analyse des auteurs à partir du Système de notification des créanciers de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OECD, 2024b)

3.2.2 Des investissements structurels insuffisants et fragmentés

Les financements à long terme pour la transformation durable (production, nutrition, marchés, environnement) représentent une part marginale du portefeuille d'APD (Figure 9). Le volume de prêts pour le développement agricole, bien que légèrement en hausse, demeure inférieur à 15 % du total de l'APD. Par ailleurs, les investissements dans la nutrition communautaire, les systèmes d'alerte précoce, ou les assurances agricoles sont à un stade embryonnaire.

Peu d'aide publique cible la production durable et la protection de l'écosystème

Figure 9: Répartition sectorielle de l'aide publique au développement reçue par la RDC pour la sécurité alimentaire et la nutrition



Source: Analyse des auteurs à partir du système de notification des créanciers de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OECD, 2024b)

L'analyse sectorielle récente (FAO, 2022) souligne que ces lacunes ne sont pas simplement techniques ou financières, mais tiennent à l'absence d'une stratégie de financement cohérente, alignée avec les politiques nationales telles que la PNSAN. Ce déficit de coordination est amplifié par l'insuffisance des données partagées entre bailleurs, la faible transparence sur les coût-efficacités des projets, et le cloisonnement des approches (agriculture d'un côté, nutrition de l'autre, environnement à part).

3.2.3 Vers une approche transitionnelle : repenser les priorités de financement

Plusieurs études convergent vers l'idée que la transition vers des systèmes alimentaires durables suppose de réorienter les flux financiers vers des investissements de transformation. Le rapport Ceres2030 (Laborde et al., 2020) propose par exemple un modèle d'allocation optimale pour les pays à faibles revenus.

L'analyse des subventions en RDC montre un déséquilibre : les subventions pour des institutions inclusives et des régimes alimentaires plus sains ont augmenté, mais les financements pour les marchés et la production durable ont diminué (OECD, 2024a). Cette tendance souligne la nécessité d'un cadre de financement plus stratégique, fondé sur les coûts d'interventions efficaces et adapté au contexte congolais (Bele et al., 2014 ; FAO, 2021).

3.2.4 Le rôle des donateurs : entre leadership, retrait et alignement

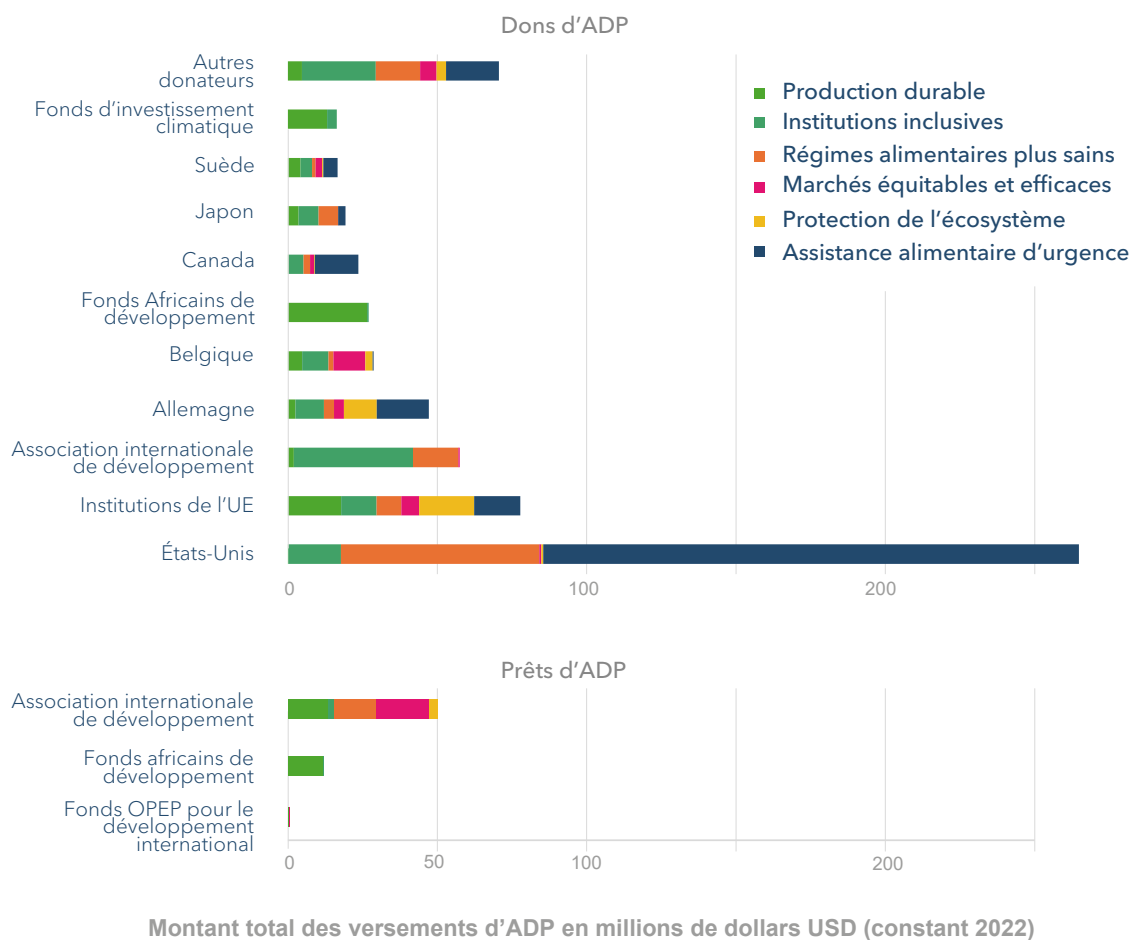
La trajectoire récente de l'aide internationale en RDC illustre la tension entre leadership, retrait brutal et enjeux d'alignement des bailleurs.

Leadership américain et dépendance structurelle

Les États-Unis ont longtemps incarné le leadership du G7 dans la lutte contre la faim, représentant à eux seuls 28 % des contributions du groupe, dont plus de 90 % transitent par l'USAID, l'agence fédérale responsable de la quasi-totalité des programmes d'assistance alimentaire, nutritionnelle et agricole (Smaller, 2025). Entre 2020 et 2022, l'USAID a mobilisé plus de 250 millions USD pour la RDC, positionnant le pays parmi les plus dépendants de l'aide américaine (Figure 10).

Les États-Unis étaient le plus important bailleur de fonds au RDC entre 2020 et 2022

Figure 10: Les 10 principaux donateurs d'aide publique au développement pour la sécurité alimentaire et la nutrition en RDC (2020-2022)



Source: Analyse des auteurs à partir du Système de notification des créanciers de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OECD, 2024b)

En janvier 2025, le président Trump a ordonné un gel de 90 jours de l'aide publique au développement, invoquant la nécessité d'un réexamen stratégique. Si une exemption temporaire a été accordée à l'aide humanitaire d'urgence, la quasi-totalité des projets de développement ont été suspendus : des milliers de contrats annulés, le personnel de l'USAID placé en congé administratif, et plus de 90 % des financements extérieurs coupés. Cette décision a immédiatement fragilisé la continuité des programmes alimentaires et nutritionnels en RDC, en particulier dans les zones de conflit et d'insécurité alimentaire aiguë.

Cette suspension révèle la dépendance structurelle du système congolais à l'égard de l'APD et, plus largement, la vulnérabilité de l'aide internationale aux changements de priorités politiques des bailleurs.

Diversification européenne mais alignement limité

La diversification sectorielle de l'Union européenne en RDC se traduit par un engagement dans de multiples domaines : santé, éducation, nutrition, agriculture, gouvernance, paix et sécurité, ainsi que la gestion durable des ressources naturelles (Programme indicatif pluriannuel 2021-2027). Cette approche multisectorielle vise à répondre à la complexité des défis congolais et à soutenir la transition vers un développement inclusif et durable.

Cependant, les consultations menées et plusieurs rapports et évaluations soulignent que le manque d'alignement effectif sur les stratégies nationales demeure un défi récurrent (AMC, 2020 ; Sonwa et al., 2022). Malgré l'existence de cadres de programmation conjointe et d'objectifs stratégiques partagés (tels que le Plan national stratégique de développement), la synchronisation des cycles de programmation entre l'UE et ses États membres reste partielle, ce qui limite la cohérence et l'impact systémique des interventions (ADE, 2022)). Les cycles budgétaires et les priorités des bailleurs ne coïncident pas toujours avec les besoins et les plans d'investissement de l'État congolais, ce qui peut entraîner une fragmentation des actions et une dispersion des ressources.

De plus, la coordination inter-bailleurs, bien que institutionnalisée à travers des groupes thématiques pilotés par le Ministère du Plan et la Délégation de l'UE, se heurte à la multiplicité des acteurs et à la difficulté de mobiliser une expertise multisectorielle adaptée à chaque secteur d'intervention (ADE, 2022). Les évaluations conjointes et le dialogue politique régulier constituent des avancées, mais la pleine appropriation des programmes par les institutions congolaises et la société civile reste à renforcer pour garantir la durabilité des résultats.

Vers un nouveau paradigme : ancrage local et renforcement institutionnel

Face à ces incertitudes, de nombreux acteurs plaident pour une plus grande implication des ONG locales et des communautés dans la conception et la mise en œuvre des programmes, condition essentielle à leur ancrage et à leur durabilité. Cela suppose aussi de renforcer les capacités des institutions nationales (MinAgri, MinSanté, Taskforce SAN) à piloter l'allocation des ressources, afin de réduire la dépendance et d'accroître la résilience du système congolais (Hussein, 2017).

3.3 Une mobilisation encore timide des ressources publiques nationales

3.3.1 Le paradoxe du financement agricole en RDC : entre ambitions budgétaires et contraintes structurelles

La transformation durable des systèmes alimentaires en République démocratique du Congo est intrinsèquement liée à une mobilisation accrue et efficiente des ressources publiques. L'annonce d'une allocation de 11 % du budget national à l'agriculture pour 2025,

représentant 5 483,15 milliards de francs congolais (Mputu, 2024 ; Ministère du Budget, 2025), suscite un intérêt particulier, mais nécessite une analyse contextuelle approfondie.

Pendant des décennies, le secteur agricole congolais a souffert d'une sous-allocation chronique des ressources publiques. Les données révèlent des niveaux de financement oscillant entre 1,2 % et 3 % du budget national, des chiffres nettement inférieurs à la moyenne africaine et à l'engagement de Maputo (Tadesse et al., 2024 ; WB, 2022b ; GAFSP, 2019). Cette situation a entravé le développement du secteur, compromis la sécurité alimentaire et limité la capacité de l'État à soutenir les producteurs locaux. La progression budgétaire amorcée en 2023 (Mediacongo, 2024) indique une prise de conscience politique et une volonté d'inverser cette tendance en investissant dans les leviers essentiels : production, infrastructures, intrants (Agence Ecofin, 2024).

Néanmoins, la concrétisation de ces ambitions se heurte à des défis structurels majeurs. La capacité de l'administration à exécuter efficacement le budget, à garantir la transparence dans la gestion des ressources et à orienter les investissements vers les acteurs de terrain demeure un enjeu crucial (GAFSP, 2019 ; WB, 2022b).

Les faiblesses récurrentes en matière de gestion des finances publiques (PEFA, 2020) – retards dans les décaissements, fuites de ressources, manque de transparence – soulignent la nécessité d'une réforme en profondeur des mécanismes de suivi et d'évaluation. Il convient donc d'adopter une approche nuancée, reconnaissant à la fois les avancées récentes et les défis persistants.

3.3.2 L'effet multiplicateur des investissements publics agricoles : une opportunité négligée

La sous-allocation historique des ressources publiques a considérablement limité l'effet de levier des politiques agricoles, privant le secteur d'un catalyseur essentiel de développement. L'investissement public est largement reconnu comme un moteur de croissance agricole, capable de générer un effet multiplicateur significatif (Mellor et al., 2017). Des études empiriques ont démontré qu'un dollar investi dans les infrastructures rurales ou les services de conseil agricole peut générer jusqu'à dix dollars de valeur ajoutée dans le secteur (Benin & Mogues, 2012).

De même, l'augmentation des dépenses publiques agricoles stimule la productivité et la résilience des petits producteurs (Giertz et al., 2020). En RDC, l'absence de planification budgétaire pluriannuelle, la faible exécution budgétaire et la fragmentation institutionnelle (PEFA, 2020) entravent la pleine réalisation de ce potentiel. Il est donc impératif d'optimiser l'utilisation des ressources existantes et d'explorer des sources de financement complémentaires pour assurer la soutenabilité du secteur agricole à long terme. Une approche intégrée, combinant des investissements ciblés avec des réformes institutionnelles, est essentielle pour maximiser l'impact des ressources publiques.

3.3.3 Vers une diversification des sources fiscales et parafiscales pour l'agriculture

Il apparaît indispensable d'explorer des voies alternatives et complémentaires à l'allocation budgétaire classique pour renforcer la mobilisation des ressources domestiques.

L'instauration de taxes à visée nutritionnelle, telles que celles appliquées aux boissons sucrées ou aux produits ultra-transformés, constitue une piste prometteuse. En RDC, une telle mesure, si elle était bien ciblée et accompagnée d'une stratégie de communication adaptée, pourrait à la fois accroître les recettes fiscales et améliorer les comportements alimentaires.

Par ailleurs, le potentiel extractif du pays pourrait être davantage mis à profit au service du développement agricole. La RDC tire plus de 30 % de ses recettes publiques du secteur minier, selon le rapport 2022 de l'Initiative pour la transparence dans les industries extractives (ITIE). L'affectation d'une partie des redevances minières à un fonds de soutien à l'agriculture durable constituerait un mécanisme redistributif pertinent, en cohérence avec les principes de justice environnementale. Cette approche pourrait être complétée par la mise en place d'un fonds souverain agricole, inspiré des expériences du Rwanda ou du Ghana, visant à stabiliser les investissements dans les infrastructures rurales stratégiques et à réduire la volatilité des ressources publiques affectées à l'agriculture.

3.3.4 Réformes foncières et incitations fiscales rurales : une approche territorialisée

La mobilisation des ressources internes pourrait également passer par une réforme en profondeur de la fiscalité rurale et foncière. Une meilleure gestion cadastrale, combinée à des incitations fiscales pour les exploitants engagés dans des pratiques agroécologiques ou la diversification des cultures, permettrait non seulement de générer des revenus locaux supplémentaires, mais aussi de promouvoir des modèles agricoles alignés avec les objectifs climatiques et nutritionnels. Le Fonds vert pour le climat (UNECA, 2019) souligne que les projets intégrant la sécurisation foncière et la fiscalité incitative ont des effets positifs sur l'inclusion financière, l'accès au crédit, et la résilience des exploitations agricoles dans les contextes fragiles.

3.3.5 Recours aux financements innovants : entre opportunités et conditions de succès

Au-delà des ressources budgétaires traditionnelles, les mécanismes de financement innovants constituent une voie stratégique pour renforcer la soutenabilité des politiques alimentaires. Les instruments de conversion de dette, tels que les échanges dette-développement, permettent de transformer une partie de la dette extérieure en financement dédié à des projets à fort impact social ou environnemental. L'exemple des Seychelles, qui ont mobilisé plus de 21 millions de dollars pour la conservation marine dans le cadre d'un accord de conversion de dette (TNC & SeyCCAT, 2024), illustre le potentiel de tels instruments. Le Mozambique a également exploré cette voie pour financer des initiatives agricoles et nutritionnelles, avec l'appui de bailleurs bilatéraux. Pour la RDC, un tel mécanisme, s'il est ancré dans une stratégie nationale multisectorielle robuste, pourrait offrir une solution partielle à la contrainte d'endettement tout en favorisant des investissements structurants dans les systèmes alimentaires.

D'autres approches financières innovantes méritent d'être analysées. Les contrats à impact social ou environnemental, qui conditionnent les décaissements à l'atteinte de résultats mesurables, ont fait l'objet d'expérimentations prometteuses en Afrique de l'Est

(OECD, 2025). Leur application en RDC suppose toutefois la mise en place d'un système rigoureux de suivi-évaluation et d'une capacité institutionnelle accrue pour assurer la transparence des résultats.

Dans un pays doté de vastes ressources forestières comme la RDC, les instruments de finance verte, notamment les crédits carbone et les mécanismes liés au programme REDD+, offrent également des opportunités significatives. Le pays a déjà mobilisé plus de 50 millions de dollars dans le cadre du Fonds carbone. Le développement d'un marché volontaire du carbone, notamment dans les zones d'agriculture familiale ou d'agroforesterie, pourrait générer des ressources additionnelles tout en renforçant la résilience des producteurs et en contribuant à la réduction des émissions de gaz à effet de serre (Locatelli et al., 2022).

3.3.6 La digitalisation financière comme levier de résilience locale

La digitalisation des services financiers représente également un levier d'inclusion financière à l'échelle locale. Le rapport de la GSMA (2022) montre que ces dispositifs ont contribué à une augmentation de 27 % des investissements agricoles dans les zones couvertes, ainsi qu'à une meilleure planification des cycles de production. Au Sud-Kivu, la téléphonie mobile a permis d'accélérer l'adoption des initiatives d'assurance indicielle destinées à sécuriser les revenus des petits producteurs de maïs et de manioc face aux aléas climatiques.

3.3.7 Des contraintes structurelles persistantes freinant l'opérationnalisation

Cependant, l'activation de ces mécanismes reste conditionnée à la levée d'obstacles structurels majeurs. Le système budgétaire congolais souffre d'un déficit de coordination, d'un faible niveau d'exécution, et d'une gouvernance institutionnelle encore fragile. La Banque mondiale (WB, 2022b) estime que moins de 5 % des projets mis en œuvre dans le pays intègrent des modalités de financement fondées sur les résultats. De surcroît, l'Organisation de coopération et de développement économiques (OECD, 2024a) observe que le coût de transaction pour les investisseurs souhaitant s'engager dans des mécanismes à impact est deux à trois fois plus élevé en contexte de fragilité, ce qui freine le développement de partenariats public-privé innovants.

Dans ce contexte, l'élaboration d'une stratégie nationale de financement des systèmes alimentaires apparaît comme une priorité. Une telle stratégie devrait être alignée sur les orientations du PNSAN et de la Feuille de route post-UNFSS, intégrer des instruments de planification budgétaire pluriannuelle, et s'appuyer sur des mécanismes de suivi-évaluation robustes. Elle suppose également une coordination interinstitutionnelle renforcée, une meilleure articulation avec les partenaires financiers, et une volonté politique claire pour orienter les ressources vers des investissements à fort impact.





CONCLUSION

La République Démocratique du Congo ne pourra atteindre ses engagements en matière de sécurité alimentaire, de nutrition et de durabilité climatique sans un basculement stratégique dans la manière dont sont mobilisées, allouées et gouvernées ses ressources. Si le pays dispose d'atouts considérables – terres arables, diversité écologique, potentiel humain – il reste confronté à des niveaux persistants de malnutrition, à une dépendance croissante aux importations alimentaires et à l'aide humanitaire, ainsi qu'à des chocs climatiques et sécuritaires récurrents qui sapent les efforts de développement.

Ce rapport montre que sans un renforcement des investissements publics et un changement de paradigme dans leur orientation, la RDC restera en marge de l'atteinte des Objectifs de Développement Durable, notamment l'ODD 2. Plus encore, le maintien d'une approche fragmentée, pilotée par des urgences humanitaires successives, risque de pérenniser un modèle d'assistance au détriment d'une transformation structurelle et souveraine des systèmes alimentaires.

Dans ce contexte, il est urgent d'ancrer les politiques alimentaires congolaises dans le nexus humanitaire-développement-paix, en articulant les réponses aux besoins immédiats avec des investissements durables dans la production locale, la nutrition, la résilience climatique et les moyens de subsistance. Cette approche intégrée est la seule voie crédible pour rompre avec le cycle des crises chroniques et construire une stabilité à long terme.

La Feuille de route nationale constitue un cadre stratégique cohérent, fondé sur des consultations multi-acteurs, aligné avec la Vision présidentielle, la PNSAN, et les cinq do-

maines d'action du Sommet sur les systèmes alimentaires. Pour que cette Feuille de route devienne un levier concret de transformation, six conditions doivent être réunies :

- [1]** Un renforcement de la gouvernance et des mécanismes de coordination, à travers une approche intégrée et inclusive, capable d'aligner les stratégies sectorielles, les échelons territoriaux et les responsabilités institutionnelles, tout en assurant la transparence et la redevabilité des résultats ;
- [2]** Une meilleure allocation des ressources publiques, recentrée sur les priorités structurelles identifiées dans la Feuille de route, notamment l'appui aux petits producteurs, la nutrition communautaire, l'adaptation climatique et la valorisation des cultures résilientes ;
- [3]** Le recours à des stratégies de financement alternatives, mobilisant des ressources domestiques, des instruments de financement climatique, et des partenariats innovants avec le secteur privé, les territoires et les coopératives rurales, afin d'élargir l'espace budgétaire au-delà de l'aide publique au développement ;
- [4]** Un alignement stratégique renforcé entre les politiques nationales, les programmes de mise en œuvre et les appuis des partenaires techniques et financiers, afin de renforcer la cohérence, éviter les doublons et garantir une action collective efficace et durable ;
- [5]** Une intégration systématique des enjeux de genre et d'équité intergénérationnelle, en reconnaissant le rôle central des femmes dans la production, la transformation et la nutrition, et en soutenant l'autonomisation des jeunes dans la chaîne de valeur agroalimentaire ;
- [6]** La valorisation de la biodiversité, des écosystèmes et des savoirs agroécologiques, comme leviers de résilience, de nutrition et d'adaptation au changement climatique, en mobilisant des financements mixtes et en inscrivant la RDC dans des mécanismes internationaux de rémunération des services environnementaux.



RÉFÉRENCES

ADE. (2022). Evaluation of the Belgian Strategy for Humanitarian Aid - Rapport pays République démocratique du Congo. https://diplomatie.belgium.be/sites/default/files/2023-11/ADE_SES_HA_Rapport-pays-RDC_v1.0_24.06.2022.pdf

Affaires mondiales Canada (AMC). (2020). Évaluation de la programmation de l'aide internationale canadienne en République démocratique du Congo, 2012-13 à 2018-19. <https://www.international.gc.ca/gac-amc/publications/evaluation/2020/drc-ia-ai-rdc.aspx?lang=fra>

Agence Ecofin. (2024, 18 septembre). RDC : hausse de 13 % des ressources allouées à l'agriculture dans le projet de budget 2025. Agence Ecofin. <https://www.agenceecofin.com/gestion-publique/1809-121658-rdc-hausse-de-13-des-ressources-allouees-a-l-agriculture-dans-le-projet-de-budget-2025>

Allotey, D., Flax, V., Ipadeola, A., Kwasu, S., Bentley, M., Worku, B., Kalluru, K., Valle, C., Bose, S., & Martin, S. (2022). Maternal and paternal involvement in complementary feeding in Kaduna State, Nigeria: The continuum of gender roles in urban and rural settings. *Maternal & Child Nutrition*. doi:[10.1111/mcn.13325](https://doi.org/10.1111/mcn.13325)

Altieri, M., & Nicholls, C. (2020). Agroecology: Challenges and opportunities for farming in the Anthropocene. *International Journal of Agriculture and Natural Resources*, 47(3):204-215. <https://ojs.uc.cl/index.php/ijanr/article/view/28471>

Amaglobeli, D., Benson, T. & Mogues, T. (2024). Agricultural producer subsidies: Navigating challenges and policy considerations. IMF Note 2024/002, International Monetary Fund. <https://www.imf.org/en/Publications/IMF-Notes/Issues/2024/08/26/Agricultural-Producer-Subsidies-Navigating-Challenges-and-Policy-Considerations-553529>

APHLIS. (2021). Pertes post-récolte de maïs dans le pays Congo en 2021. <https://www.aphlis.net/fr/data/tables/dry-weight-losses/CG/maize/2021?metric=prc&page=3>

Badiane, O., Collins, J. (2016). Agricultural growth and productivity in Africa: recent trends and future outlook. In *Agricultural research in Africa: Investing in future harvests*. Lynam, J.; Beintema, N.; Roseboom, J.; & Badiane, O. (Eds.). Chapter 1. pp. 3-30. Washington, DC: International Food Policy Research Institute (IFPRI). doi:[10.2499/9780896292123_01](https://doi.org/10.2499/9780896292123_01)

Bahati, J. T., Mukandama, J. P., Ongona, P. T., Kasigwa, D. C., Muharabu, L. M., Bila, J. B., & Kazadi, H. M. (2023). Charcoal Consumption by Households in Bunia City, Ituri Province, DRC. *American Scientific Research Journal for Engineering, Technology, and Sciences*, 94(1), 81-87. https://asrjetsjournal.org/index.php/American_Scientific_Journal/article/view/8939

Bailis, R., Drigo, R., Ghilardi, A. & Masera, O. (2015). The carbon footprint of traditional woodfuels. *Nature Climate Change*, 5(3), 266-272. doi:[10.1038/nclimate2491](https://doi.org/10.1038/nclimate2491)

Bamba I., Barima Y., & Bogaert J. (2010). Influence de la densité de la population sur la structure spatiale d'un paysage forestier dans le bassin du Congo en R. D. Congo. *Tropical Conservation Science*. 3(1):31-44. doi:[10.1177/194008291000300104](https://doi.org/10.1177/194008291000300104)

Banque Africaine de Développement (BAD). (2021). Creating Decent Jobs for Youth in Africa's Agriculture Value Chains.

Banque Centrale du Congo. (2024). Rapport Annuel 2023. <https://www.bcc.cd/publications/rapports-annuels/rapport-annuel-2023-0>

Barrett, C. B., & Carter, M. R. (2013). The Economics of Poverty Traps and Persistent Poverty: Empirical and Policy Implications. *The Journal of Development Studies*, 49(7), 976-990. doi:[10.1080/00220388.2013.785527](https://doi.org/10.1080/00220388.2013.785527)

Bastagli, F., Hagen-Zanker, J., Harman, L., Barca, V., Sturge, G., & Schmidt, T. (2019). The Impact of Cash Transfers: A Review of the Evidence from Low- and Middle-income Countries. *Journal of Social Policy*. 48(3):569-594. doi:[10.1017/S0047279418000715](https://doi.org/10.1017/S0047279418000715)

Bele, M., Sonwa, D., & Tiani, A. (2014). Local Communities Vulnerability to Climate Change and Adaptation Strategies in Bukavu in DR Congo. *The Journal of Environment & Development*. 23. doi:[10.1177/1070496514536395](https://doi.org/10.1177/1070496514536395)

Béné, C., Arthur, R., Norbury, H., Allison, E., Beveridge, M., Bush, S., Camping, L., Leschen, W., Little, D., Squires, D., Shakuntala, T., Troell, M., & Williams, M. (2016). Contribution of Fisheries and Aquaculture to Food Security and Poverty Reduction: Assessing the Current Evidence. *World Development*, 79, 177-196. doi:[10.1016/j.worlddev.2015.11.007](https://doi.org/10.1016/j.worlddev.2015.11.007)

Benin, S. (2014). Identifying Agricultural Expenditures within the Public Financial Accounts and Coding System in Ghana: Is the Ten Percent Government Agriculture Expenditure Overestimated? IFPRI Discussion Paper 1365. doi:[10.2139/ssrn.248662](https://doi.org/10.2139/ssrn.248662)

Benin, S., & Mogues, T. (2012). Agricultural and rural public spending in Africa: Conclusions and implications. In *Public expenditures for agricultural and rural development in Africa*, ed. Tewodaj Mogues and Samuel Benin. Chapter 10. <https://hdl.handle.net/10568/153259>

Biedenkopf, K., & Steinlein, A. (2023). Marchés du carbone en République démocratique du Congo - Rapport de Conférence. Adelphi Consult. <https://kinshasa.diplo.de/resource/blob/2633500/cd7ce0d68c52cfbe002a037115cbb262/cr%C3%A9dit-carbone-data.pdf>

Bonjour, S., Adair-Rohani, H., Wolf, J., Bruce, N., Mehta, S., Prüss-Ustün, A., Rehfuess, E., Mishra, V., & Smith, K. (2013). Solid Fuel Use for Household Cooking: Country and Regional Estimates for 1980-2010. *Environmental Health Perspectives*. 121. <https://ehp.niehs.nih.gov/doi/10.1289/ehp.1205987>

Brooks, K., Filmer, D., Fox, M., Goyal, A., Mengistae, T., Premand, P., Ringold, D., Sharma, S., & Zorya, S. (2014). Youth employment in Sub-Saharan Africa (Vol. 2 of 2) : Full report (English). Africa development forum Washington DC ; World Bank Group. <http://documents.worldbank.org/curated/en/424011468192529027>

Bundy, D. A. P., de Silva, N., Horton, S., Jamison, D., & Patton, G. (2018). Re-Imagining School Feeding: A High-Return Investment in Human Capital and Local Economies. Washington, DC: World Bank. https://www.dcp-3.org/sites/default/files/resources/CAHD_eBook.pdf

Cannon, John. (2024, 4 December). Les projets de crédits carbone se multiplient en RDC malgré l'absence de réglementation. Mongabay. <https://fr.mongabay.com/2024/12/les-projets-de-credits-carbone-se-multiplient-en-rdc-malgre-labsence-de-reglementation/>

Castle, S., Miller, D., Merten, N., Ordonez, P., & Baylis, K. (2022). Evidence for the impacts of agroforestry on ecosystem services and human well-being in high-income countries: a systematic map. *Environmental Evidence*. 11. <https://environmentalevidencejournal.biomedcentral.com/articles/10.1186/s13750-022-00260-4>

CCAFS. (2020). 2019 Annual Report to CGIAR Consortium. Wageningen, the Netherlands: CGIAR Research Program on Climate Change, Agriculture and Food Security (CCAFS). <https://hdl.handle.net/10568/108257>

Center for Preventive Action (CPA). (2025). Conflict in the Democratic Republic of Congo. Council on Foreign Relations. <https://www.cfr.org/global-conflict-tracker/conflict/violence-democratic-republic-congo>

Central African Forest Initiative (CAFI). (2023). République Démocratique du Congo. <https://www.cafi.org/fr/pays-partenaires/democratic-republic-congo>

Christiaensen, L., Demery, L., & Kuhl, J. (2011). The (evolving) role of agriculture in poverty reduction—An empirical perspective. *Journal of Development Economics*, 96(2), 239–254. doi:[10.1016/j.jdeveco.2010.10.006](https://doi.org/10.1016/j.jdeveco.2010.10.006)

Clean Cooking Alliance. (2021). Annual Report 2020. <https://cleancooking.org/wp-content/uploads/2021/07/619-1.pdf>

Climate Impact Partners. (2024). La cuisson propre. <https://www.climateimpact.com/fr/explorez-nos-projets/sante-et-moyens-de-subsistance/la-cuisson-propriete>

Colin, P., Dorward, A., & Kydd, J. (2010). The future of small farms: New directions for services, institutions, and intermediation. *World Development*, 38(10), 1413–1428. doi:[10.1016/j.worlddev.2009.06.009](https://doi.org/10.1016/j.worlddev.2009.06.009)

Comptour, M., Cosiaux, A., Coomes, O. T., Bader, J.-C., Malaterre, P.-O., Yoka, J., Caillon, S., & McKey, D. (2019). Agricultural innovation and environmental change on the floodplains of the Congo River. *Geographical Journal*, 186(1), 16–30. doi:[10.1111/geoj.12314](https://doi.org/10.1111/geoj.12314)

Contribution Déterminée à l'échelle nationale révisée (CDN). (2021). Ministère de l'Environnement et Développement Durable – République Démocratique du Congo. <https://climat-rdc.com/documents/contribution-determinee-nationale-cdn2-0-de-la-rdc/#:~:text=La%20CDN%20r%C3%A9vis%C3%A9e%20confirme%20la,et%20r%C3%A9siliente%20aux%20changements%20climatiques>

de Wasseige, C., Tadoum, M., Eba'a Atyi, R., & Doumenge, C. (2015). Les forêts du Bassin du Congo – Forêts et changements climatiques. Neufchâteau: Weyrich. <https://agritrop.cirad.fr/578900/>

Deininger, K. & Byerlee, D. (2011). Rising global interest in farmland: Can it yield sustainable and equitable benefits? Washington, DC: The World Bank. <https://documents1.worldbank.org/curated/en/998581468184149953/pdf/594630PUB0ID1810Box-358282B01PUBLIC1.pdf>

Diao, X., McMillan, M., & Rodrik, D. (2019). The recent growth boom in developing economies: A structural-change perspective. In M. Nissanke & J. A. Ocampo (Eds.), *The Palgrave Handbook of Development Economics* (pp. 281–334). Palgrave Macmillan. doi:[10.1007/978-3-030-14000-7_9](https://doi.org/10.1007/978-3-030-14000-7_9)

Dossou, K. M. R. & Glehouenou-Dossou, B. (2007). The vulnerability to climate change of Cotonou (Benin): The rise in sea level. *Environment and Urbanization*, 19(1), 65–79. doi:[10.1177/0956247807077149](https://doi.org/10.1177/0956247807077149)

Eriksen, S. H., Schipper, E. L. F., Scoville-Simonds, M., Vincent, K., Adam, H. N., Brooks, N., & West, J. (2021). Adaptation interventions and their effect on vulnerability in developing countries: Help, hindrance or irrelevance? *World Development*, 141. doi:[10.1016/j.worlddev.2020.105383](https://doi.org/10.1016/j.worlddev.2020.105383)

Fanzo J., Bellows A. L., Spiker M. L., Thorne-Lyman A. L., & Bloem M. W. (2021). The importance of food systems and the environment for nutrition. *Am J Clin Nutr*. 4;113(1):7-16. <https://pubmed.ncbi.nlm.nih.gov/33236086/>

FAO. (2025a). FAOSTAT – Food Balance Sheet. [Online]. <https://www.fao.org/faostat/en/#data/FBS>

FAO. (2025b). FAOSTAT - Indicateurs ODD : Prévalence de la sous-alimentation (PoU), République démocratique du Congo [Online]. Consulté le 3 avril 2025. <https://www.fao.org/faostat/fr/#data/SDG>

FAO. (2025c). FAOSTAT - Production. [Online]. <https://www.fao.org/faostat/en/#data>

FAO. (2024). Portail de données sur les indicateurs des ODD. <https://www.fao.org/sustainable-development-goals-data-portal/fr>

FAO. (2022). Profil national – République Démocratique du Congo. <https://www.fao.org/countryprofiles/index/fr/?iso3=COD>

FAO. (2021). L'État des ressources en terres et en eau pour l'alimentation et l'agriculture dans le monde – Des systèmes au bord de la rupture. Rapport de synthèse 2021. Rome. doi:[10.4060/cb7654fr](https://doi.org/10.4060/cb7654fr)

FAO. (2011). *The State of Food and Agriculture: Women in Agriculture – Closing the gender gap for development*. Rome. <https://www.fao.org/4/i2050e/i2050e.pdf>

FAO, AUC, ECA, & WFP. (2023a). *Africa – Regional Overview of Food Security and Nutrition 2023: Statistics and trends*. Accra, FAO. doi:[10.4060/cc8743en](https://doi.org/10.4060/cc8743en)

FAO, CTA, & IFAD. (2014). *Youth and agriculture: key challenges and concrete solutions*. Rome. <http://www.fao.org/3/i3947e/i3947e.pdf>

FAO, IFAD, UNICEF, WFP & WHO. (2024). *The State of Food Security and Nutrition in the World 2024 – Financing to end hunger, food insecurity and malnutrition in all its forms*. doi:[10.4060/cd1254en](https://doi.org/10.4060/cd1254en)

FAO, IFAD, UNICEF, WFP and WHO. (2023b). *The State of Food Security and Nutrition in the World 2023. Urbanization, agrifood systems transformation and healthy diets across the rural-urban continuum*. Rome, FAO. doi:[10.4060/cc3017en](https://doi.org/10.4060/cc3017en)

FAO, Union européenne & CIRAD. (2022). Profil des systèmes alimentaires – République démocratique du Congo. Rome, Bruxelles & Montpellier. <https://openknowledge.fao.org/server/api/core/bitstreams/8d71fbda-e50a-45fb-9728-5fe65da8ffb0/content>

FEWS NET. (2023). Bulletin de marché – RDC Est. Famine Early Warning Systems Network. <https://fews.net/>

Fischer, G., Nachtergaele, F. O., van Velthuisen, H. T., Chiozza, F., Franceschini, G., Henry, M., Muchoney, D., & Tramberend, S. (2021). Global Agro-Ecological Zones v4 – Model documentation. Rome, FAO. doi:[10.4060/cb4744en](https://doi.org/10.4060/cb4744en)

Fonds National REDD (FONAREDD). (2023). Rapport annuel.

Food Security Information Network (FSIN) & Global Network Against Food Crises (GNAFC). (2024). Global Report on Food Crises 2024 (GRFC). <https://www.fsinplatform.org/grfc2024>

Gerstl, S., Sauter, J., Kasanda, J. & Kinzelbach, A. (2013). Who can afford health care? Evaluating the socio-economic conditions and the ability to contribute to health care in a post-conflict area in DR Congo. PLoS ONE, 8(10), e77382. doi:[10.1371/journal.pone.0077382](https://doi.org/10.1371/journal.pone.0077382)

Global Agriculture and Food Security Program (GAFSP). (2019). DRC proposal & technical assistance: Resilience and nutrition in Great Lakes Region (RENUGL). Proposal Document – Parts 1 & 2. https://www.gafspfund.org/sites/default/files/inline-files/5a.%20DRC_GAFSP%20Proposal_Parts%201%20and%202.pdf

Global Forest Watch. (2025). Democratic Republic of the Congo – Country Dashboard. [Online]. Accessed in April 2025: <https://www.globalforestwatch.org/dashboards/country/COD/>

Global Forest Watch. (2024). Data on tree cover loss in DRC. <https://www.globalforestwatch.org>

Goundan, A., Faye, A., Henning, C., & Collins-Sowah, P. A. (2020). Investing in risky inputs in Senegal: Implications for farm profit and food production. Working Papers of Agricultural Policy, No. WP2020-07, Kiel University. <https://www.econstor.eu/handle/10419/235896>

GSMA. (2022). Annual report 2022. https://media.gsma.com/assets/2022/annual_report.pdf

Headey, D., & Alderman, H. (2019). The Relative Caloric Prices of Healthy and Unhealthy Foods Differ Systematically across Income Levels and Continents. The Journal of Nutrition, Volume 149, Issue 11, Pages 2020-2033. doi:[10.1093/jn/nxz158](https://doi.org/10.1093/jn/nxz158)

Hirsh, F., Jourget, J.-G., Feintrenie, L., Bayol, N. & Atyi, R. E. (2013). Projet pilote REDD+ de la Lukénie. Document de travail 111. Bogor, Indonésie : CIFOR. https://www.cifor-icraf.org/publications/pdf_files/WPapers/WP111Atyi.pdf

HLPE. (2020). Food security and nutrition: building a global narrative towards 2030. A report by the High Level Panel of Experts on Food Security and Nutrition of the Committee on World Food Security, Rome. <https://openknowledge.fao.org/server/api/core/bitstreams/8357b6eb-8010-4254-814a-1493faaf4a93/content>

HLPE. (2019). Agroecological and other innovative approaches for sustainable agriculture and food systems that enhance food security and nutrition. A report by the High Level Panel of Experts on Food Security and Nutrition of the Committee on World Food Security, Rome. <https://openknowledge.fao.org/server/api/core/bitstreams/ff385e60-0693-40fe-9a6b-79bbef05202c/content>

HLPE-FSN. (2023). Reducing inequalities for food security and nutrition. Rome, CFS HLPE-FSN. <https://openknowledge.fao.org/server/api/core/bitstreams/e9fc6d23-a6e8-44b0-b8ff-e80b4a8a561f/content>

Hobfoll, S. E., Halbesleben, J., Neveu, J.-P., & Westman, M. (2018). Conservation of resources in the organizational context: The reality of resources and their consequences. *Annual Review of Organizational Psychology and Organizational Behavior*, 5, 103-128. doi:10.1146/annurev-orgpsych-032117-104640

Hunter, M., Smith, R., Schipanski, M., Atwood, L., & Mortensen, D. (2017). Agriculture in 2050: Recalibrating Targets for Sustainable Intensification, *BioScience*, Volume 67, Issue 4, 386-391. doi:10.1093/biosci/bix010

Hussein, K. (2017). Fostering inclusive rural transformation in fragile states and situations. International Fund for Agricultural Development. <https://www.ifad.org/en/w/publications/fostering-inclusive-rural-transformation-in-fragile-states-and-situations>

Ingram, J. (2011). A food systems approach to researching food security and its interactions with global environmental change. *Food Security*, 3, 417-431. doi:10.1007/s12571-011-0149-9

Initiative pour la transparence dans les industries extractives (ITIE). (2024). Rapport ITIE RDC 2022. <https://eiti.org/sites/default/files/Rapport%20ITIE%20RDC%202022.pdf>

Institut national de la statistique (INS). (2022). Annuaire statistique de la République Démocratique du Congo 2022. <https://ins-rdc.org/statistiques/statistiques/>

Institut national de statistique (INS), USAID, & UNICEF. (2019). Enquête MICS – RDC.

Integrated Food Security Phase Classification (IPC). (2024). Analyse IPC de l'insécurité alimentaire chronique en RDC, juillet 2024. https://www.ipcinfo.org/fileadmin/user_upload/ipcinfo/docs/IPC_DRC_Chronic_Food_Insecurity_Jul2023_report_french.pdf

Integrated Food Security Phase Classification (IPC). (2023). Analyse de la sécurité alimentaire aigüe – République Démocratique du Congo. https://www.ipcinfo.org/fileadmin/user_upload/ipcinfo/docs/IPC_DRC_Acute_Food_Insecurity_Jul2023_Jun2024_snapshot_French.pdf

Integrated Food Security Phase Classification (IPC). (2019). Analyse IPC de l'insécurité alimentaire aiguë – Juillet 2019 – Mai 2020, 17^e cycle. <https://reliefweb.int/report/democratic-republic-congo/analyse-ipc-de-lins-curit-alimentaire-aigu-juillet-2019-mai-2020-0>

Intergovernmental Panel on Climate Change (IPCC). (2022). Climate Change 2022: Impacts, Adaptation and Vulnerability. Contribution of Working Group II to the Sixth Assessment Report of the Intergovernmental Panel on Climate Change [H.-O. Pörtner, D.C. Roberts,

M. Tignor, E.S. Poloczanska, K. Mintenbeck, A. Alegría, M. Craig, S. Langsdorf, S. Löschke, V. Möller, A. Okem, B. Rama (eds.)). Cambridge University Press. Cambridge University Press, Cambridge, UK and New York, NY, USA, 3056 pp. doi:[10.1017/9781009325844](https://doi.org/10.1017/9781009325844)

International Energy Agency (IEA). (2024). World Energy Outlook 2024. <https://iea.blob.core.windows.net/assets/140a0470-5b90-4922-a0e9-838b3ac6918c/WorldEnergyOutlook2024.pdf>

International Energy Agency (IEA). (2022). World Energy Outlook 2022. Paris. <https://www.iea.org/reports/world-energy-outlook-2022>

International Food Policy Research Institute (IFPRI). (2023). Global food policy report 2023: Rethinking food crisis responses. Washington, DC: International Food Policy Research Institute (IFPRI). doi: [10.2499/9780896294417](https://doi.org/10.2499/9780896294417)

International Food Policy Research Institute (IFPRI). (2021). 2021 Global food policy report: Transforming food systems after COVID-19. Washington, DC: International Food Policy Research Institute (IFPRI). doi:[10.2499/9780896293991](https://doi.org/10.2499/9780896293991)

International Fund for Agricultural Development (IFAD). (2019). Rural Youth Action Plan 2019-2021. Rome: IFAD. https://www.ifad.org/documents/d/new-ifad.org/action_youth_web-pdf

Jayne, T. S., Chamberlin, J., & Headey, D. D. (2014). Land pressures, the evolution of farming systems, and development strategies in Africa: A synthesis. Food Policy, 48, 1-17. doi:[10.1016/j.foodpol.2014.05.014](https://doi.org/10.1016/j.foodpol.2014.05.014)

Kengoum F., Pham, T. T., & Mihigo, B. N. (2024). REDD+ benefit sharing mechanisms in the Democratic Republic of the Congo: Legal and institutional frameworks, policy implementation, and project experiences (Working Paper 27). doi:[10.17528/cifor-icraf/009119](https://doi.org/10.17528/cifor-icraf/009119)

Kengoum F., Pham, T. T., Moeliono, M., Satrio, B., & Sonwa, D. (2020). The context of REDD+ in the Democratic Republic of Congo Drivers, agents and institutions 2nd edition. doi:[10.17528/cifor/007793](https://doi.org/10.17528/cifor/007793)

Kinyanda, E., Salisbury, T. T., Muyingo, S. K., Ssembajjwe, W., Levin, J., Nakasujja, N., & Patel, V. (2020). Major depressive disorder among HIV-infected youth in Uganda: Incidence, persistence and their predictors. AIDS and Behavior, 24, 2588-2596. doi:[10.1007/s10461-020-02815-3](https://doi.org/10.1007/s10461-020-02815-3)

Kohli, A., Perrin, N., Mpanano, R. M., Case, J., Murhula, C. M., Binkurhorhwa, A. K., ... & Glass, N. (2014). Social interaction in the aftermath of conflict-related trauma experiences among women in Walungu Territory, Democratic Republic of Congo. Global Public Health, 10(1), 55-70. doi:[10.1080/17441692.2014.972426](https://doi.org/10.1080/17441692.2014.972426)

Kuhl, L. (2019). Technology transfer and adoption for smallholder climate change adaptation: Opportunities and challenges. Climate and Development, 12(4), 353-368. doi:[10.1080/17565529.2019.1630349](https://doi.org/10.1080/17565529.2019.1630349)

Kyamusugulwa, P. M., Hilhorst, D., & Bergh, S. I. (2019). Pathways to women's empowerment: Navigating the hybrid social order in eastern DRC. Researching livelihoods and services affected by conflict. <https://reliefweb.int/report/democratic-republic-congo/pathways-women-s-empowerment-navigating-hybrid-social-order-eastern>

Laborde, D., Murphy, S., Parent, M., Porciello, J. & Smaller C. (2020). Ceres2030: Sustainable Solutions to End Hunger - Summary Report. Cornell University, IFPRI and IISD. https://www.hesat2030.org/_files/ugd/f8c572_fe5708443947462b9f0d0c4cf04af5ed.pdf

Lasota, H., Dimelu, M., & Okeke, E. (2020). Youth disengagement and agrarian change in Sub-Saharan Africa. *Journal of Rural Studies*, 76, 20-29.

Locatelli, J., Santos, R., Cherubin, M., & Cerri, C. (2022). Changes in soil organic matter fractions induced by cropland and pasture expansion in Brazil's new agricultural frontier. *Geoderma Regional*, Volume 28. doi:[10.1016/j.geodrs.2021.e00474](https://doi.org/10.1016/j.geodrs.2021.e00474)

Macrae, J., & Harmer, A. (2004). Good humanitarian donorship and the European Union: Issues and options. London: Overseas Development Institute. <https://media.odi.org/documents/442.pdf>

Manyong, V., Dotsop Nguetzet, P. M., Akonkwa Nyamuhirwa, D.-M., Osabohien, R., Bokanga, M., Mignouna, J., Bamba, Z., & Adeoti, R. (2024). Drivers and magnitude of food insecurity among rural households in southern Democratic Republic of Congo. *Heliyon*, 10(21), e40207. doi:[10.1016/j.heliyon.2024.e40207](https://doi.org/10.1016/j.heliyon.2024.e40207)

Mapenzi, N., Katayi, A. L., Bauters, M., Masimane, J., Schure, J., Kweyu, R., & Nabahungu, N. (2024). Improved crop productivity and soil properties under varying planting densities of *Pentaclethra macrophylla* Benth. and *Acacia auriculiformis* A. Cunn. in Congo Basin. *Agroforest Syst* 98, 295-307. doi:[10.1007/s10457-023-00908-1](https://doi.org/10.1007/s10457-023-00908-1)

Maxwell, D., Coates, J., & Vaitla, B. (2013). How do different indicators of household food security compare? Empirical evidence from Tigray. Feinstein International Center, Tufts University. <https://fic.tufts.edu/wp-content/uploads/Different-Indicators-of-HFS.pdf>

Maxwell, D., & Gelsdorf, K. (2019). *Understanding the Humanitarian World*. Routledge. doi:[10.4324/9780429279188](https://doi.org/10.4324/9780429279188)

Maxwell, N. L., Dunn, A., Rotz, D., & Shoji, M. (2019). Doing good while doing business: Using financial viability to enhance employability for the disadvantaged. *Nonprofit Management and Leadership*, 29, 589-600. doi:[10.1002/nml.21350](https://doi.org/10.1002/nml.21350)

McKay, A., & Perge, E. (2013). How strong is the evidence for the existence of poverty traps? A multicountry assessment. *Journal of Development Studies*, 49(7), 877-897. doi:[10.1080/00220388.2013.785521](https://doi.org/10.1080/00220388.2013.785521)

McMillan, M. & Rodrik, D. (2011). Globalization, structural change, and productivity growth. In M. Bacchetta & M. Jansen (Eds.), *Making globalization socially sustainable*. Geneva: ILO & WTO. https://www.wto.org/english/res_e/booksp_e/glob_soc_sus_e_chap2_e.pdf

Mediacongo. (2024, 2 mai). RDC: 12 % budget de l'agriculture, c'est raisonnable (Prof Muledi). Mediacongo.

Mellor, J. W. (2017). *Agricultural development and economic transformation: Promoting growth with poverty reduction*. Palgrave Macmillan. https://www.researchgate.net/publication/320450069_Agricultural_Development_and_Economic_Transformation_Promoting_Growth_with_Poverty_Reduction

Millan, A., Limketkai, B., & Guarnaschelli, S. (2019). Financing the transformation of food systems under a changing climate. CCAFS Report. Wageningen, the Netherlands: CGIAR Research Program on Climate Change, Agriculture and Food Security (CCAFS). <https://hdl.handle.net/10568/101132>

Ministère du Budget. (2025). Projet de loi de finances 2025. République Démocratique du Congo. https://www.budget.gouv.cd/wp-content/uploads/budget2025/plf2025/document_num_1_projet_de_loi_de_finances_2025.pdf

Ministère du Plan. (2023). Plan national stratégique de développement 2024-2028. <https://plan.gouv.cd/documents/pnsd/#>

Ministère du Plan. (2021). Plan national de développement 2021-2025. République Démocratique du Congo.

Mondo, J. M. C. G. B., Muke, M. B., Fadhili, B. B., Kihye, J. B., Matiti, H. M., Sibomana, C. I., Kazamwali, L. M., Kajunju, N. B., Mushagalusa, G. N., Katcho Karume, H.M., & Ayagirwe, R. B. (2024). Utilization of non-timber forest products as alternative sources of food and income in the highland regions of the Kahuzi-Biega National Park, eastern Democratic Republic of Congo. *Trees, Forests and People*, 16, 100547. doi:[10.1016/j.tfp.2024.100547](https://doi.org/10.1016/j.tfp.2024.100547)

Mputu, Patrick. (2024, 13 décembre). Budget 2025 : l'agriculture en tête des priorités avec 11 %. *Ouragan.cd*. <https://ouragan.cd/2024/12/budget-2025-lagriculture-en-tete-des-priorites-avec-11>

Mucke, P. (2022). World Risk Report 2022. Bündnis Entwicklung Hilft Ruhr University Bochum – Institute for International Law of Peace and Armed Conflict (IFHV). https://weltrisikobericht.de/wp-content/uploads/2022/09/WorldRiskReport-2022_Online.pdf

Mukendi D. T., Jadika C. T., Ngeleka T. T., Nam'a mbaji A. K., Bongali A. B., & Mutombo S. B. (2018). Évaluation des clones de manioc à pulpe jaune pour leur teneur en β carotène, rendements en tubercules frais et teneur en matière sèche à Ngandajika en RDC. *J. Appl. Biosci.* 124 : 12497-12505. doi:[10.4314/jab.v124i1.11](https://doi.org/10.4314/jab.v124i1.11)

Mwate, I., Iragi, C., Bahati, G., Asifiwe, R., Zaluke, F., & Mubalama, L. (2023). Contribution de l'approche 'Exploitation et Conservation' des arbres hors forêt à l'amélioration de la fertilité des sols agricoles à la lisière du Parc National de KAHUZI BIEGA au Sud-Kivu, en RDC. 1-14. *Afrique science*. https://www.researchgate.net/publication/378042386_Contribution_de_l'approche_Exploitation_et_Conservation_des_arbres_hors_foret_a_l'amelioration_de_la_fertilite_des_sols_agricoles_a_la_lisiere_du_Parc_National_de_KAHUZI_BIEGA_au_Sud-Kivu_en_RDC

Nature - Faune. (2013). Promoting good governance in natural resource management in Africa. Volume 27, Issue 2. <https://www.fao.org/4/ar301e/ar301e.pdf>

Ndala, V. N. (2021). Protection de la biodiversité en RDC : esquisse de l'imaginaire collectif et responsabilité commune. *Revue Pluridisciplinaire Africaine Environnementale*, 4. https://www.academia.edu/84152165/Protection_de_la_biodiversit%C3%A9_en_R%C3%A9publique_d%C3%A9mocratique_du_Congo_esquisse_de_l_imaginaire_collectif_et_responsabilit%C3%A9_commune

Ngombe, L. K., Ngatu, R. N., Nyembo, C. M., Ilunga, B. K., Wembonyama, S. O., Kakoma, J. B. S., Danuser, B., & Luboya, O. N. (2018). Santé respiratoire des femmes vendeuses de farines de manioc, maïs et soja à Lubumbashi, République Démocratique du Congo. *Médecine et Santé Tropicales*, 28, 67-72. doi:[10.1684/mst.2018.0768](https://doi.org/10.1684/mst.2018.0768)

Njisuh, Z. F. & Ajonina, G. N. (2011). Drivers causing decline of mangrove in West-Central Africa: A review. *International Journal of Biodiversity Science, Ecosystem Services & Management*, Volume 7(3). doi:[10.1080/21513732.2011.634436](https://doi.org/10.1080/21513732.2011.634436)

Observatoire COMIFAC. (2024). Étude sur les projets carbone forestier en Afrique centrale. <https://www.observatoire-comifac.net/file/eyJtb2RlbCI6IkFwcFxcTW9kZWxzX-FxMaWJyYXJ5XFXNb2R1bGVzXFXGaWxllwiZmllbGQiOiJkb2N1bWVudF9maWxlliwiaWQiOiJQ0ODJ9>

Office for the Coordination of Humanitarian Affairs (OCHA). (2023). Aperçu humanitaire – République Démocratique du Congo. <https://www.unocha.org/publications/report/democratic-republic-congo/republique-democratique-du-congo-aperçu-des-besoins-humanitaire-2024-decembre-2023>

Ongona, P. T., & Lescuyer, G. (2017). Utility of a typology of timber artisanal loggers, in order to contribute to the formulation of public policy on logging in Orientale Province (DRC). doi:[10.13140/RG.2.2.11814.22089](https://doi.org/10.13140/RG.2.2.11814.22089)

Organisation for Economic Co-operation and Development. (OECD). (2025). Outcomes-Based Financing in the New Financing for Development Architecture: Lessons and opportunities for governments, development partners, and multilateral organisations. [https://one.oecd.org/document/DCD\(2025\)9/en/pdf](https://one.oecd.org/document/DCD(2025)9/en/pdf)

Organisation for Economic Co-operation and Development (OECD). (2024a). The humanitarian-development-peace nexus and forced displacement. https://www.oecd.org/en/publications/the-humanitarian-development-peace-nexus-and-forced-displacement_3e493170-en.html

Organisation for Economic Co-operation and Development (OECD). (2024b). Creditor Reporting System (CRS). OECD.Stat. [Online]. https://www.oecd.org/en/publications/creditor-reporting-system_22180907.html

Ouedraogo, A., Ouedraogo, M., Jiménez, D., Kagabo, D., Singh, M., & Laderach, P. (2023). Mapping climate and agronomic digital advisory services landscape under the Transforming Agrifood Systems in West and Central Africa Initiative (TAFS-WCA): A case of Democratic Republic of Congo (DRC). <https://cgspace.cgiar.org/items/78d6b481-efa7-4960-a558-9a65d969963e>

Peterman, A., Behrman, J., & Quisumbing, A. (2014). A review of empirical evidence on gender differences in nonland agricultural inputs, technology, and services in developing countries. In A. Quisumbing et al. (Eds.), *Gender in agriculture*, (pp. 145-186). Springer. doi:[10.1007/978-94-017-8616-4_7](https://doi.org/10.1007/978-94-017-8616-4_7)

Place, F., Ajayi, O. C., Torquebiau, E., Detlefsen, G., Gauthier, M., & Buttoud, G. (2012). Improved policies for facilitating the adoption of agroforestry. In Martin Lickson Kaonga (Ed.), *Agroforestry for food and nutritional security* (pp. 113-128). Montpellier: CIRAD. doi:[10.5772/34524](https://doi.org/10.5772/34524)

Poulton, C., Dorward, A., & Kydd, J. (2010). The Future of Small Farms: New Directions for Services, Institutions, and Intermediation. *World Development*, Elsevier, vol. 38(10), pages 1413-1428, October. <https://ideas.repec.org/a/eee/wdevel/v38y2010i10p1413-1428.html>

Public Expenditure and Financial Accountability (PEFA). (2020). Rapport mondial sur la gestion des finances publiques. <https://www.pefa.org/global-report-2020/fr>

Puzzolo, E., Pope, D., Stanistreet, D., Rehfuess, E. A., & Bruce, N. G. (2016). Clean fuels for resource-poor settings: A systematic review of barriers and enablers to adoption. *Environmental Research*, 146, 218-234. doi: [10.1016/j.envres.2016.01.002](https://doi.org/10.1016/j.envres.2016.01.002)

Ragasa, C., Babu, S. C., & Ulimwengu, J. (2014). Institutional reforms and agricultural policy process: Lessons from Democratic Republic of Congo. *Agricultural and Food Economics*, 3(4), 1-21. <https://doi.org/10.1186/s40100-014-0004-3>

République démocratique du Congo (RDC). (2023). Plan national stratégique multisectoriel de nutrition de la RDC (PNSMN 2023 - 2030). https://scalingupnutrition.org/sites/default/files/2024-01/Plan%20National%20Strategique%20Multisectoriel%20de%20Nutrition%20de%20la%20RDC%20%28PNSMN%202023%20-%202030%29_2023.11.15.pdf

Riddell, M. (2013). Assessing the impacts of conservation and commercial forestry on livelihoods in northern Republic of Congo. *Conservation and Society*, 11(3), 199-217. doi:[10.4103/0972-4923.121002](https://doi.org/10.4103/0972-4923.121002)

Rosenthal, J., Quinn, A., Grieshop, A. P., Pillarisetti, A., & Glass, R. I. (2018). Clean cooking and the SDGs: Integrated analytical approaches to guide energy interventions for health and environment goals. *Energy for Sustainable Development*, 42, 152-159. doi:[10.1016/j.esd.2017.11.003](https://doi.org/10.1016/j.esd.2017.11.003)

Sandström, V., Huan-Niemi, E., Niemi, J., & Kummu, M. (2024). Dependency on imported agricultural inputs—Global trade patterns and recent trends. *Environmental Research: Food Systems*, 1(1), Article 015002. doi:[10.1088/2976-601X/ad325e](https://doi.org/10.1088/2976-601X/ad325e)

Scholle, J. (2015). *Pratiques agroécologiques et agroforestières en zone tropicale humide*. Paris: GRET. <https://gret.org/publication/pratiques-agroecologiques-et-agroforestieres-en-zone-tropicale-humide/>

Scoones, I., Stirling, A., Abrol, D., Atela, J., Charli-Joseph, L., Eakin, H., Ely, A., Olsson, P., Pereira, L., Priya, R., van Zwanenberg, P., & Yang, L. (2020). Transformations to sustainability: Combining structural, systemic and enabling approaches. *Current Opinion in Environmental Sustainability*, 42, pp 65-75. doi:[10.1016/j.cosust.2019.12.004](https://doi.org/10.1016/j.cosust.2019.12.004)

Simpson, F., Collart, L., & Masselink, J. (2025 mars 21). L'environnement, la victime oubliée de la crise M23. Mongabay. <https://fr.mongabay.com/2025/03/lenvironnement-la-vic-time-oubliee-de-la-crise-m23-analyse/>

Smaller, C. (2025). ODA trends in the USA. [Confidential internal report].

Sonwa, D. J., Bambuta, J. J., Siewe, R. & Pongui, B. (2022). Framing the peatlands governance in the Congo Basin. doi:[10.17528/cifor/008645](https://doi.org/10.17528/cifor/008645)

Sunderland, T., & O'Connor, A. (2020). Forests and food security: a review. CABI Reviews: Perspectives in Agriculture, Veterinary Science, Nutrition and Natural Resources. doi:[10.1079/PAVSNNR202015019](https://doi.org/10.1079/PAVSNNR202015019)

Tadesse, G., Glatzel, K., & Savadogo, M. (2024). ReSAKSS Annual Trends and Outlook Report - Advancing the Climate and Bioeconomy Agenda in Africa for Resilient and Sustainable Agrifood Systems. doi:[10.54067/9798991636902](https://doi.org/10.54067/9798991636902)

Tadesse, G., & Shively, G. (2009). Food aid, food prices, and producer disincentives in Ethiopia. American Journal of Agricultural Economics, 91(4), 942-955. doi:[10.1111/j.1467-8276.2009.01324.x](https://doi.org/10.1111/j.1467-8276.2009.01324.x)

Tchatchou, B., Sonwa, D. J., Ifo, S., & Tiani, A. M. (2015). Déforestation et dégradation des forêts dans le Bassin du Congo : État des lieux, causes actuelles et perspectives. Papier occasionnel 120, CIFOR. https://www.cifor-icraf.org/publications/pdf_files/OccPapers/OP-120.pdf

Trade Data Monitor. [Online]. <https://tradedatamonitor.com/>

The Nature Conservancy (TNC) & SeyCCAT. (2024). Debt-for-nature swap: A case study. https://seyccat.org/wp-content/uploads/2025/03/SeychellesDebtSwapCaseStudy_webversion.pdf

Tschirley, D., Reardon, T., Dolislager, M., & Snyder, J. (2015). The rise of a middle class in East and Southern Africa: Implications for food system transformation. Journal of International Development, 27(5), 628-646. doi: [10.1002/jid.3107](https://doi.org/10.1002/jid.3107)

Tyukavina, A., Hansen, M. C., Potapov, P., Parker, D., Okpa, C., Stehman, S. V., Kommareddy, I., & Turubanova, S. (2018). Congo Basin forest loss dominated by increasing smallholder clearing. Science Advances, 4(11), 1-12. doi:[10.1126/sciadv.aat2993](https://doi.org/10.1126/sciadv.aat2993)

Ulimwengu, J., Constanas, M., & Ubalijoro, E. (2021). ReSAKSS Annual Trends and Outlook Report - Building Resilient African Food Systems After COVID-19. <https://www.resakss.org/node/6847>

United Nations Economic Commission for Africa (UNECA). (2019). Journal of African Transformation. Volume 4, Nos 1 & 2. <https://repository.uneca.org/entities/publication/c79fcd80-ddec-4d7a-80f6-77e8c95a0c97>

UNEP-WCMC. (2023). Biodiversity: Democratic Republic of Congo. UN Environment Programme World Conservation Monitoring Centre (UNEP-WCMC). <https://dicf.unepgrid.ch/democratic-republic-congo/biodiversity#section-pressures>

UNFPA. (2023). Rapport annuel sur la population mondiale - République Démocratique du Congo. <https://drc.unfpa.org/fr/publications/rapport-annuel-2023>

UNFSS. (2021). Feuille de route de la RDC : Voies nationales vers des systèmes alimentaires durables. Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires. Extrait de https://www.unfoodsystemshub.org/docs/unfoodsystemslibraries/national-pathways/democratic-republic-of-the-congo/2021-09-14-fr-feuille-de-route-rdc-voies-nationales-sad.pdf?sfvrsn=ed6d7282_1

UNICEF. (2023). Country Office Annual Report 2023 – Democratic Republic of the Congo. <https://www.unicef.org/media/152761/file/Democratic-Republic-of-the-Congo-2023-COAR.pdf>

United Nations Department of Economic and Social Affairs. United Nations Forum on Forests Secretariat. (2021). The Global Forest Goals Report 2021. <https://www.un.org/esa/forests/wp-content/uploads/2021/08/Global-Forest-Goals-Report-2021.pdf>

United Nations Development Programme (UNDP). (2018). Fonds National REDD+ de la RDC : Vers une mobilisation de la finance climat pour le développement durable de la RDC. https://mptf.undp.org/sites/default/files/documents/30000/final_prodoc_energie_final_corrige.pdf

USAID. (2021). Poultry in the Democratic Republic of Congo – Market Systems Analysis.

Van Vliet, J., Verburg, P. H., Grădinaru, S. R., & Hersperger, A. M. (2019). Beyond the urban-rural dichotomy: Towards a more nuanced analysis of changes in built-up land. *Computers, Environment and Urban Systems*, 74, 41-49. doi:[10.1016/j.compenurb-sys.2018.12.002](https://doi.org/10.1016/j.compenurb-sys.2018.12.002)

Ventevogel, P., Jordans, M., Reis, R., & de Jong, J. (2013). Madness or sadness? Local concepts of mental illness in four conflict-affected African communities. *Conflict and health*. 7. 3. <https://conflictandhealth.biomedcentral.com/articles/10.1186/1752-1505-7-3>

Vincent, K., Daly, M., Scannell, C., & Leathes, B. (2018). What can climate services learn from theory and practice of co-production? *Climate Services*, Volume 12, Pages 48-58. doi:[10.1016/j.cliser.2018.11.001](https://doi.org/10.1016/j.cliser.2018.11.001)

Wiggins, S., & Keats, S. (2014). Topic Guide: Smallholder engagement with the private sector. EPS Peaks, UK, xiii + 36pp.

World Bank (WB). (2025a). République démocratique du Congo – Vue d'ensemble. <https://www.banquemondiale.org/fr/country/drc/overview>

World Bank (WB). (2025b). Poverty and Inequality Platform : Estimations Nowcasts and Country Profiles. Consulté le 3 avril 2025 : <https://pip.worldbank.org/home>

World Bank (WB). (2025c). Poverty and Equity Brief – RDC. <https://documents1.worldbank.org/curated/en/099546004212516530/pdf/IDU-9f41a38d-172a-4c26-86bd-da0fff319912.pdf>

World Bank (WB). (2024a). Population totale - République démocratique du Congo. <https://data.worldbank.org/indicator/SP.POP.TOTL?locations=CD>

World Bank (WB). (2024b). Poverty, Prosperity, and Planet Report 2024: Pathways Out of the Polycrisis. Washington, DC: World Bank. doi:[10.1596/978-1-4648-2123-3](https://doi.org/10.1596/978-1-4648-2123-3)

World Bank (WB). (2023). Country Climate and Development Report: Democratic Republic of Congo. Washington, DC :World Bank. <https://openknowledge.worldbank.org/entities/publication/b1dd27cc-249f-4380-9b73-80cb8f695a43>

World Bank (WB). (2022a). Implementation Completion and Results Report: Agriculture Rehabilitation and Recovery Support Project (P092724), Democratic Republic of

Congo. Washington, DC: World Bank. <https://documents1.worldbank.org/curated/en/931891647873275381/pdf/Congo-Democratic-Republic-of-Agriculture-Rehabilitation-and-Recovery-Support-Project.pdf>

World Bank (WB). (2022b). Mise à jour économique de la République démocratique du Congo. <https://openknowledge.worldbank.org/server/api/core/bitstreams/f6ff913c-f627-5dd5-a3cd-08e2a217a8cd/content>

World Bank (WB). (2021). Climate Risk Country Profile: Democratic Republic of Congo. https://climateknowledgeportal.worldbank.org/sites/default/files/2021-06/15883-WB_Congo%2C%20Democratic%20Republic%20Country%20Profile-WEB.pdf

World Bank (WB). (2020). L'Agriculture intelligente pour la nutrition en République démocratique du Congo. <https://documents1.worldbank.org/curated/en/269271596453926900/pdf/Nutrition-Smart-Agriculture-in-the-Democratic-Republic-of-Congo.pdf>

World Bank (WB). (2019). Project Appraisal Document, Multi-Sectoral Nutrition and Health Project in the DRC (P168756). <https://projects.worldbank.org/pt/projects-operations/project-detail/P168756>

World Food Program (WFP). (2023a). Évaluation de la sécurité alimentaire en situation d'urgence dans les provinces du Tanganyika, du Lualaba, du Haut-Lomami et du Haut-Katanga - Septembre 2023. <https://reliefweb.int/report/democratic-republic-congo/republique-democratique-du-congo-evaluation-de-la-securite-alimentaire-en-situation-durgence-dans-les-provinces-du-tanganyika-du-lualaba-du-haut-lomami-et-du-haut-katanga-septembre-2023>

World Food Program (WFP). (2023b). République démocratique du Congo : Informations clés du rapport pays annuel de 2023. <https://reliefweb.int/report/democratic-republic-congo/pam-republique-democratique-congo-informations-cles-du-rapport-pays-annuel-de-2023>

World Food Program (WFP). (2023c). Analyse complète de la sécurité alimentaire et de la vulnérabilité (CFSVA) – RDC. <https://www.wfp.org/publications>

World Health Organization (WHO). (2024). Household air pollution and health. <https://www.who.int/news-room/fact-sheets/detail/household-air-pollution-and-health>

Worldometer. (2023). CO2 emissions – Democratic Republic of the Congo. <https://www.worldometers.info/co2-emissions/democratic-republic-of-the-congo-co2-emissions>

Crédits Photo :

page 1

© Martin Mecnarowski for Adobe Stock

page 2

© Tatiana Mokhova pour Unsplash

© Adobe Stock

© Keesha's kitchen pour Unsplash

page 5

© R.Tsubin pour Adobe Stock

© Niteen Kasle pour Adobe Stock

© Adobe Stock

page 7

© Tresor Kande pour Unsplash

© Johnnathan Tshibangu pour Unsplash

© Edouard Mihigo pour Pexels

page 10

© Adobe Stock

page 11

© Jørgen Christian W. Nielsen pour Pixabay

page 13

© Jørgen Christian W. Nielsen pour Pixabay

page 55

© Karsten Eggert pour Adobe Stock

© Mathias Sunke pour Adobe Stock

page 56

© Alfredo Burgospour Unsplash

page 57

© Edouard Tamba pour Unsplash

© Ingeborg Korme pour Unsplash

© Shamim Hossain pour Unsplash



The Zero Hunger Coalition catalyses coordinated action to achieve zero hunger in the world by 2030. An affiliate of HESAT2030, the Coalition unite a diverse range of stakeholders including 11 multilateral organizations, 27 civil society organizations and 30 countries.

www.zerohungercoalition.org/en



HESAT2030 is charting a course for policymakers and donors to make high-impact decisions and investments driven by data. Founding partners are the Food and Agriculture Organization of the United Nations (FAO), Shamba Centre for Food & Climate and CABI.

www.hesat2030.org



**MINISTÈRE
DE L'AGRICULTURE
ET SECURITE ALIMENTAIRE**

